Première Année. Numéros 4-5. 25 NOVEMBRE 1929 Prix exceptionnel : 0 f. 75

L'OUVRIER COMMUNISTE

ORGANE MENSUEL DES GROUPES OUVRIERS COMMUNISTES

REDACTION : 67, Bd de Belleville, PARIS (11)

Ceux qui restent au secret dans les Geoles de Staline :

Les Communistes - Ouvriers de Russie

Le document qu'on va lire, bien que remontant au début de 1927, *rassemble les* dernières nouvelles *qui nous soient parvenues de la lutte et des souffrances de nos camarades les communistes-ouvriers de Russie. Lui-même n'est déjà qu'un résumé des renseignements recueillis antérieurement. Il a un caractère interrogatif. Il s'adresse aux délégués ouvriers du Dixième Anniversaire et les adjure de mener sur place une enquête impitoyable, puis de dénoncer le fascisme policier de la social-démocratie et de prolonger internationalement la lutte de l'élite prolétarienne russe.*

A notre connaissance, aucune réponse active n'a été faite à cet appel. A part les courtes nouvelles émanant de Miasnikov évadé, la « Lettre ouverte aux délégués en Russie » n'a reçu ni démenti ni complément d'aucune sorte. Il est probable que pour longtemps encore un silence de tombe continuera à peser sur la résistance héroïque de plusieurs milliers de camarades.

En effet, à qui demanderions nous de faire entendre la vérité ? Aux anciens dirigeants de l'opposition ouvrière, Chliapnikov et Kollontaï, depuis longtemps pourvus de sinécures diplomatiques ? Aux capitulards Trotskistes, dont la responsabilité est gravement engagée dans la répression anti-ouvrière à la fois comme ancienne fraction gouvernementale et comme fraction oppositionnelle ralliée ? Aux ambassades soviétiques, d'où les gardes blancs à la Bessedovski distribuent aux « communistes » les directives de la bourgeoisie russe ? Aux bourgeois libéraux de la presse, de la littérature et de la philanthropie qui tentent d'introduire la collaboration de classe sous le masque de l'humanitarisme ?...

Il n'appartient pas à des révolutionnaires de traiter les « représentants diplomatiques » ou les « services de renseignements » des bourgeoisies italienne ou russe autrement que comme une clique internationale de faussaires et de mouchards ennemis du prolétariat. Il est regrettable que des anarchistes aient pu l'oublier jusqu'à aller demander à un organe policier italien *la preuve de l'innocence de Ghezzi et de Petrini. Il n'est pas moins regrettable que l'article publié ici-même en faveur de ces camarades ait pu laisser place à une interprétation équivoque, qu'il ait pu laisser croire que nous acceptons le recours aux comités et aux intellectuels de la bourgeoisie, à Romain Rolland, Panaït Istrati et Cie — dont on a imploré, à cette occasion, l'officieux intermédiaire.*

Nous sommes bien décidé de ne jamais donner à ces messieurs l'occasion de s'ériger en arbitres moraux au-dessus des classes, en défenseurs de l'humanité, en guides spirituels des masses etc... parce que l'influence de leur idéalisme endormeur s'exerce pour le plus grand repos de la bourgeoisie, renforce les illusions pacifiques et démocratiques, enferme les travailleurs dans le culte des grands hommes et des idoles métaphysiques, en un mot, parce que la religion humanitaire, dont ils sont les pontifes, est l'opium le plus dangereux qu'on ait jamais fabriqué pour le peuple.

Qu'il soit entendu, une fois pour toute, que nous ne comptons pas sur eux, mais sur la révolution, sur l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, pour forcer les geôles bourgeoises de Mussolini, de Staline, de Poincaré et d'Hindenbourg. Pourquoi dénaturerions-nous le sens des exemples que nous donnent, au prix de leur sang, nos camarades Nilof, Kousnezof et tant d'autres. Leur fermeté montre à tous les ouvriers la révolution et la réaction face à face en Russie comme deux ennemis entre lesquels aucun accommodement n'est possible. S'il mettaient leur salut au-dessus de leur rôle de guides révolutionnaires, s'ils acceptaient le compromis avec le bonapartisme russe, ils n'auraient pas besoin de nous comme courtiers entre eux et la bourgeoisie, ils leur suffirait d'entrer dans la voie des Kollontaï, des Piatakov et de Racovski, dans le chemin de la trahison.

La même chose vaut pour Ghezzi et Petrini, et pour toutes les victimes prolétariennes du régime « socialiste » de Staline, quelle que soit l'idéologie — juste ou fausse — dont s'enveloppe leur révolte élémentaire contre l'oppression et le mensonge. Cette révolte est un exemple fécond que nous avons à respecter dans sa signification profonde.

De même nous respectons la courageuse résistance des communistes de l'Opposition Ouvrière, de l'Opposition du Centralisme démocratique (opposition « déciste » Sapronov-Smirnov) et celle des éléments honnêtes de l'Opposition de Trotski groupés malgré leurs chefs autour des cinquante déportés qui ont refusé de signer le document capitulard de Rakovski-Cassior-Okoudjava — cela bien que cette résistance soit orientée dans une direction qui n'est pas la nôtre.

Nous désirons que la signification donnée par tous ces camarades à leur lutte obscure soit connue, et nous ferons notre possible pour porter devant les ouvriers français les manifestations politiques essentielles des divers groupes, en les discutant d'après notre point de vue. Mais tout d'abord, nous avons des faits à faire connaître et c'est pourquoi nous publions la Lettre aux Délégations Ouvrières.

LETTRE OUVERTE AUX DELEGUES OUVRIERS QUI VONT EN RUSSIE (1927).

Cher camarades,

Vous irez éventuellement voyager en Sibérie. Nous demandons à ceux d'entre vous qui irons là-bas, de se mettre à la recherche des communistes de gauche (groupes ouvriers communistes) qui y dépérissent dans les prisons, et en particulier des camarades Gabriel Miasnikov (à Tomsk), Nicolas Kousnezov (à Barnaul) et Porestatov (à Semipalatinsk), de tenir avec eux un entretien personnel et détaillé, et de nous rendre compte aussitôt de votre avis et de votre impression sur leur situation et celle de leur famille.

En plus de cela, nous vous demandons de contrôler, en Russie, les faits suivants :

1). Le 27 décembre 1924, une partie du « Groupe ouvrier-communiste » de Moscou, mis en arrestation, a été expédié par train spécial à environ 3 heures du matin vers les forêts du nord de la Russie (district de Tcherdinssk) sous une très forte escorte du Guépéou. Que sont devenus ces camarades? Exigez de la centrale du Guépéou une liste minutieuse et nominale, ainsi que les raisons de cette brutale arrestation en masse.

2). Un tract illégal du « Groupe ouvrier-communiste » de Moscou, en date du 8 décembre 1924 rendait compte du fait que les onze membres arrêtés du Groupe Ouvrier de Perm (Oural), avaient commencé la grève de la faim pour réclamer l'ouverture d'une procédure publique. Exigez le motif de leur arrestation et recherchez ce qu'ils sont devenus. Depuis cette nouvelle, un silence complet règne à leur sujet.

3). Nous vous prions encore d'insister auprès de la centrale du Guépéou à Moscou, pour connaître sans réticence le sort des autres membres arrêtés du Groupe Ouvrier. Parmi bien d'autres, citons : Alexandre Medvediev (Electrotrust de Moscou), Kotchov, Tiounov, Ilin, Sforvin, Moïséiev, Michaelov, Bersina, Demidov, Polosov, Matrosov, Baranov. Les camarades Demidov et Bersina, bien que membres du soviet de Moscou, ont été jetés en prison sans jugement. De même Medvediev, contre qui on n'a pu trouver aucun élément authentique d'accusation, est tenu emprisonné, malgré une tuberculose grave et sept jours de grève de la faim.

4). Nicolas Kousnezov est en prison, en Sibérie (à Barnaul), depuis janvier 1924. Depuis ce moment, il a soutenu, autant que la nouvelle nous est parvenue, trois grandes grèves de la faim, dont l'une de treize et l'autre de quinze jours. Si le camarade Kousnezov a recouru à cette arme terrible de la faim, nous devons en conclure que de son cachot, sous l'impitoyable étouffement, il a voulu lancer au dehors dans le monde une brûlante protestation. Qu'est-il advenu maintenant de ce communiste honnête et éprouvé ?

5). A Oulianovsk (Simbirsk), dix-sept membres de l'opposition ouvrière ont été arrêtés et condamnés : Barinov et Kozlov à l'internement à Tobolsk (Sibérie), les autres au bannissement dans diverses localités éloignées. Le communiste-ouvrier Kapoustine, qui, pendant les émeutes ouvrières du district du Don, en 1924, fut — comme ils disent — placé à la disposition du Parti, a été, de nouveau, arrêté comme opposant de gauche. Tchéliabinsk est entre toutes les localités comme le point de concentration des prisonniers et des condamnés de l'opposition communiste. Allez donc y voir, camarades !

6). Dans la presse étrangère, il a été signalé, qu'à Nikolaïev sur la Mer Noire, le président des conseils ukrainiens, Petrovski, a remis en liberté vingt-six des quarante-six membres détenus du « Groupe ouvrier-communiste ». Cette information est-elle exacte ? Que fait-on des vingt autres militants emprisonnés ?

7). Il est signalé, en outre, dans la presse étrangère, que quatre camarades du Groupe Ouvrier dans le gouvernement d'Oural et quatre autres à Bakou, ont été exécutés, pour en être venus aux mains avec ceux qui les brutalisaient. La raison de leur arrestation était qu'on leur reprochait d'être les instigateurs de grands mouvements de mécontentement et de grèves chez les ouvriers.

8). Dans une brochure illégale éditée à Ekatérinoslav par l'opposition des communistes-ouvries, le 17 février courant (1927), est relatée la brutalité bestiale du Guépéou d'Ekatérinoslav (Sverdlovsk) qu'on avait lancé contre Nilov. Ce dernier, porte-parole du Groupe Ouvrier local, était soupçonné d'avoir participé à l'activité d'un comité d'action illégal, organisateur de plusieurs grèves dans le district. Après sa livraison au Guépéou on a exigé de Nilov, qui, actuellement, se trouve enfermé en cellule à l'hôpital de la prison, l'aveu des faits dont il était inculpé. Devant son refus décidé de répondre aux questions posées, l'inspecteur ordonna de la déshabiller à nu et de lui appliquer vingt coups de fouet. Ce traitement bestial fut exécuté par des Baschkirs (Mongols) appartenant à l'armée rouge. Après cet horrible traitement, le blessé, qu'il fallait porter par les épaules, fut reconduit à l'inspecteur. Mais la torture n'avait pu briser son silence. Rendu enragé par ce nouveau refus, l'inspecteur lui fait sauter un œil avec le canon d'un fusil et on reconduit Nilov à sa cellule la face inondée de sang. Là on lui donne pour la première fois quelques soins au bout de deux jours. La brochure réclame que l'on arrête immédiatement cet inspecteur et qu'on défère aux tribunaux toute la direction du Guépéou de Sverdlovsk.

9) En ce qui concerne le camarade G. Miasnikov, le bruit a couru parmi les travailleurs étrangers et dans la presse étrangère, qu'il aurait été exécuté par le Guépéou de Tomsk, ce qui a provoqué dans la classe ouvrière ouest-européenne un sursaut de révolte contre l'application de la terreur aux prolétaires gauchistes de Russie.

Chers camarades, nous vous prions de ne pas traiter la demande que nous vous adressons fraternellement, avec la légèreté démagogique habituelle — mais de contrôler honnêtement les faits relatés, comme des frères de classe de ces communistes-ouvriers russes opprimés ; de reconnaître l'injustice qu'on commet à leur endroit ; de lutter en prolétaires et en militants pour la libération des camarades emprisonnés ; de faire front contre les représailles encore plus sauvages menaçant les communistes de gauche.

Par cette action, camarades, vous gagnerez le droit à la confiance et à la sympathie de la classe ouvrière mondiale, et vous aurez fait un pas en avant vers l'unité *révolutionnaire.*

La Fédération internationale communiste de gauche :
Pour le groupe allemand : Lauterbach, E. Guillich.
Pour le groupe français : F. Dupont.
Pour le groupe anglais et écossais : Gun Aldred.
Pour le groupe russe : Ivan Karpelansky, Kruchenko.
Pour le groupe tchécoslovaque : Svetik, Anton, Johann.
Pour le groupe oriental : Ali Akbar (Indes), Yamada (Japon).
Pour le groupe polonais : W. Mousnouski.

I. W. W. ET SYNDICATS

La classe travailleuse et la classe des employeurs n'ont rien de commun. Il ne peut pas y avoir de paix aussi longtemps que la faim et le besoin règnent parmi des millions de travailleurs tandis que le petit nombre qui constitue la classe patronale, a tous les biens de l'existence.

Entre ces deux classes la lutte doit se prolonger jusqu'à ce que les travailleurs du monde s'organisent comme classe, prennent possession de la terre et des instruments de production, et abolissent le systême du salariat.

Nous constatons que la concentration de la direction des industries en des mains toujours moins nombreuses rendent les syndicats incapables de se mesurer avec la puissance toujours croissante de la classe patronale. Les syndicats donnent lieu à un état de choses qui permet d'opposer les uns aux autres les travailleurs de n'importe quelle industrie, et par conséquent, de les vaincre les uns par les autres dans la guerre des salaires. De plus les syndicats aident la classe patronale à faire croire aux ouvriers, qu'il y a des intérêts communs entre le prolétariat et ses employeurs.

Ces conditions ne peuvent être changées et les intérêts de la classe ouvrière ne peuvent être défendus que par une organisation formée de telle sorte que tous ses membres dans n'importe quelle industrie, ou dans toutes les industries si c'est nécessaire, cessent le travail toutes les fois qu'une grève ou un lock-out existe dans le département intéressé, car le tort fait à un seul est fait à tous.

A la place de la devise conservatrice « Une bonne paye pour une bonne bonne journée de travail » nous lançons le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du salariat ».

C'est la mission historique de la classe ouvrière d'en finir avec le capitalisme. L'armée des producteurs doit être organisée non pas seulement pour la lutte quotidienne contre les capitalistes, mais aussi pour pousser en avant la production lorsque le capitalisme aura été surmonté. En nous organisant par industrie nous édifions la nouvelle société dans la coquille de l'ancienne.

(Préambule des Travailleurs Industriels du Monde — I. W. W.).

N. B. — Un commentaire critique du texte ci-dessus paraîtra dans le prochain numéro de l'*Ouvrier Communiste.*

Le trotskisme se dégonfle

L'opposition des bolchevicks-léninistes a déjà donné naissance à plus de vingt générations de capitulards. L'arbre se connaît à ses fruits. Une opposition demi-légale, demi-loyale, demi-prolétarienne, demi-bureaucratique, soumettant les militants sincères à l'assouplissement d'une manœuvre et d'une sophistique perpétuelles sous les ordres d'une clique de chefs — voilà l'opposition trotskiste, école de confusionisme, de corruption opportuniste et de capitulation.

La récente déclarations de Rakovski, Cassior et Okoudjava, contresignée en huit jours (22 août — 1er septembre) par quatre cent et quelques déportés et emprisonnés appartenant à quatre-vingt-cinq lieux de surveillance et de déportation différents des quatre coins de la Sibérie, si elle démontre l'activité vraiment magnifique avec laquelle le Guépéou s'emploie à faire couvrir de signatures certains documents « *oppositionnels illégaux* », ne fait par ailleurs que couronner une longue série de palinodies, renonciations, offres de collaboration, demandes de réintégration, etc..., qui constitue le bilan de la politique manœuvrière, de la politique de chef dans le clan trotskiste.

Le fait que Trotski, après quelques tergiversations et avec quelques réticences (qui ne lui assurent pas même une ligne de retraite sans ridicule), a contresigné, à son tour, le 25 septembre le document Rakovski, le fait que toute l'opposition internationale des bolchévicks-léninistes s'est ralliée soit à la lettre, soit du moins à l'esprit de cette déclaration, — ce fait peut-il être qualifié de capitulation ? C'est de quoi l'on discute gravement dans la « Demi-Vérité », et c'est la seule chose qu'on y discute. Ceci nous vaut de la part du « camarade » Naville un joli numéro de contorsionnisme jésuitique :

« D'abord, pourquoi n'est-ce pas une capitulation ? Capituler, cela veut dire reconnaître que toute la ligne antérieure de l'opposition était fausse. C'est ce qu'ont reconnu Radek, Préobrajensky et Smilga. Ils ont retiré leur signature de tous les écrits oppositionnels antérieurs. Rakovsky et ses amis *tentent l'opération inverse* (sic). Ils disent que la direction est venue vers eux, vers l'opposition, que l'opposition a toujours en vue une ligne justement orientée, si bien que c'est aujourd'hui la fraction dirigeante qui s'incline, *ou qui fait semblant de s'incliner* (resic), vers la plate-forme de l'opposition. Ils saisissent cette conjoncture pour faire un geste *destiné à rallier les forces de l'opposition* (!!!). C'est donc tout le contraire d'une capitulation (*c. q. f. d.*). »

Soit ! Bien que l'homme-serpent Pierre Naville ne paraisse que médiocrement convaincu par sa propre casuistique, nous voulons bien lui concéder qu'il ne s'agit pas ici d'une capitulation.

Quant Piatakov, Préobrajenski ou Sokolnikov s'avise de préférer à l'exil le plus glorieux une très humble collaboration aux organes administratifs de l'Etat russe, fait les platitudes nécessaires et rentre à jamais dans la médiocrité dorée du fonctionnariat, il ne fait que priver le prolétariat d'un des chefs qui le menaient sur une voie fausse, et il ne dote la bougeoisie russe que d'un inoffensif rond-de-cuir.

Mais lorsque Trotski-Rakovski (ou l'un quelconque de ceux en qui les ouvriers les plus combattifs avaient confiance, les considérant comme des lutteurs irréprochables, comme des chefs entre les mains desquels la masse peut remettre ses destinées) abusent de leur influence pour tromper sciemment les ouvriers, pour les désorienter avec des « accord tactique, désaccord stratégique », « barrières supprimées, désaccords qui subsistent », « l'édification du socialisme n'est pas sa construction », « pré-bonapartime, rétro-kerenskisme » etc... et finalement pour les vendre à leurs oppresseurs comme du bétail — il est juste alors de distinguer entre ceux qui *trahissent* et ceux qui se contentent de capituler.

Aujourd'hui, sans renoncer à son rôle de chef de l'opposition qui prétend défendre les ouvriers contre les bureaucrates de Staline, Trotski, sous le couvert de sa métaphysique talmudiste, des fantaisies « dialectiques » dont il est si prodigue, se met à combattre le droit de coalition, le droit d'activité fractionnelle en Russie, le droit de protester contre la « discipline du travail », l'aggravation des conditions de vie et l'insolence des spécialistes exploiteurs au moyen de grèves et de manifestations ouvrières ! Et nous n'aurions pas le droit, nous, de dire que Trotski est un traître ?

Que reste-t-il aujourd'hui des positions prolétariennes du trotskisme ? Que reste-t-il de la critique exercée contre le sabotage opportuniste de la grève générale anglaise et de la révolution chinoise, contre la politique internationale de maquignonage avec les impérialistes ? — Rien. La plus grande erreur politique de Staline, déclare l'opposition trotskiste, c'est d'avoir expulsé Trotski...

... Mais : voire ? Outre que Trotski paraît fort bien à Constantinople où il jouit d'une entière liberté politique et donne audience à tous les journalistes, éditeurs et amateurs d'opposition du monde entier, il est hors de doute que Staline se trouve mieux encore de l'avoir installé à ce poste de confiance d'où il lance maintenant, non plus comme d'Alma-Ata des appels à la lutte finale des prolétaires contre les bureaucrates et nepmen, mais des proclamations en faveur de la défense de l'U. R. S. S., en faveur de la *guerre de Staline et de Chang-Kaï-Chek contre les prolétaires chinois et russes*, en faveur du ralliement des oppositions à la politique de Staline, en faveur de la « discipline du travail », de la rationalisation et de la répression contre les grèves en U. R. S. S.

Il subsiste bien, sans doute, des divergences de politique internationale, des « désaccords stratégiques », etc..., mais l'accord essentiel, celui qui se base sur le désarmement économique, politique et idéologique des ouvriers accompagné du renforcement de la bureaucratie d'Etat et du *capitalisme d'Etat*, est une garantie suffisante pour que Trotski, comme naguère les autres oppositionnels-ambassaleurs Chliapnikov, Kollontaï, Rakovski, Krestinski, etc..., ne fasse pas à l'étranger une autre politique que celle du social-fascisme nationaliste russe.

En fait Trotski, oppositionnel d'union sacrée s'est conduit avec un loyalisme qui l'a fait juger digne des missions les plus délicats. En particulier il est apparu que le vieux renom de gauchiste qui s'attache encore à l'ex-chef de l'armée rouge le rendait particulièrement propre à défendre la politique intérieure et extérieure du bonapartisme russe contre les diffamations de cette bande de marxistes obstinés qu'on est convenu d'appeler « l'ultra-gauche ».

Le résultat est une brochure qui est, à quelque chose près, la « Maladie Infantile du Communisme », de Léon Davidovitch, et qui a été diffusé en France, non par le Bureau d'Edition, mais par la Librairie du Travail.

Le terrain choisi par le grand chef de 1920 pour tailler « l'ultra-gauche » en pièces est l'attitude vis-à-vis de l'U. R. S. S. Le sobriquet dont selon sa coutume, il commence par affubler l'adversaire afin de mieux l'anéantir, c'est celui de « Korschiste ». Lorsqu'il avait maille à partir avec les maîtres *bourgeois* de la Russie dite soviétique, il les appelait « Staliniste ». Maintenant qu'il s'agit de leurs adversaires *prolétariens*, il les baptise « Korschistes ». Ce genre de dénomination a deux avantages. Il dispense de caractériser ou définir l'adversaire. Et il permet de considérer la lutte sous l'angle de la politique de chef.

En l'occurence on peut croire que Trotski manifeste le désir de se mesurer en combat singulier avec Karl Korsch. En effet, Trotski et Korsch ont en commun de ne représenter que leur propre politique et leur propre personne, d'être à eux-mêmes leur propre définition. Mais si peu qualifié qu'il soit pour parler au nom du communisme intransigeant, le camarade Korsch est un historien marxiste éprouvé, tandis que Trotski ne pratique plus depuis de longues années qu'une grossière contrefaçon de matérialisme dialectique.

Trotski se trouve donc aussi désarmé devant Karl Korsch que pouvait l'être Don Quichotte vis-à-vis de son ennemi l'enchanteur. Il en résulte des exorcismes incohérents contre le Korschisme et une charge à fond contre les objets malfaisants qu'il est supposé avoir animé : les géants, ou plutôt les moulins à vent Urbahns et Louzon.

Qu'y a-t-il de commun entre ces moulins à vent et « l'ultra-gauche » ?

Louzon est un empiriste, adepte du travaillisme et du matérialisme géographique, totalement étranger au marxisme et au communisme. Ce que Louzon a en commun avec les léninistes Urbahns et Trotski, c'est précisément sa position strictement nationale dans l'anti-impérialisme.

Louzon n'admet pas l'ingérence du prolétariat d'un pays dans les affaires d'un prolétariat voisin, c'est en quoi, pour lui, la politique de Staline en Chine est « impérialiste » et c'est en quoi celle de Chang-Kaï-Chek est « nationale ». Trotski n'admet pas l'ingérence de la bourgeoisie d'un pays voisin dans les affaires de la bourgeoisie russe, c'est en quoi, pour lui, la politique de Chang-Kaï-Shek dans la concession russe est « impérialiste » et celle de Staline « nationale ». Louzon et Trotski, nous l'avons montré, sont pour la guerre nationale, par principe et contre la guerre révolutionnaire, par principe.

Par principe aussi, « l'ultra-gauche » est contre la guerre nationale et pour la guerre révolutionnaire.

Et Urbahns ? Urbahns, en principe, est avec Trotski et Louzon, c'est-à-dire avec le Léninisme. Mais pour lui la question de fait n'est pas claire. Qui a tort, qui a raison, en droit national ? Le gouvernement de l'U. R. S. S. est-ce un prolétariat qui se défend ou une bourgeoisie qui attaque ? Ne parvenant pas à résoudre ces questions, Urbahns propose timidement deux mesures qui seraient de mise dans une guerre nationale, l'une d'ordre général, l'autre d'ordre intérieur russe :

1° Il réclame le droit pour le prolétariat russe de s'exprimer lui-même, par le droit de coalition, en dehors des institutions d'Etat. 2° Il propose un boycott de la guerre et du transport des armes isolant les deux adversaires.

Voilà de quoi soulever la fureur de Trotski : Droit de coalition ? — C'est du démocratisme bourgeois ! Boycott ? C'est du pacifisme vulgaire ! Trotski, lui, propose ceci : 1° Renforcement du régime du triangle pour obtenir l'industrialisation à vive allure et maintenir l'ordre « socialiste ». 2° Mobilisation des forces prolétariennes internationales pour faciliter par tous les moyens l'armement et la victoire de l'U. R. S. S. ; sabotage par tous les moyens de de l'armement et des opérations chinoises.

Si le léniniste Urbahns n'était pas d'accord sur les principes avec Trotski et Louzon, il aurait beau jeu pour répondre, et le premier « ultra-gauche » venu peut répondre à sa place, renvoyant les deux adversaires dos à dos :

« Oui, le droit de coalition est un droit bourgeois, en ce sens qu'il ne met pas en péril le régime bourgeois, le régime de la Russie « soviétique ». Nous sommes, nous, pour la conquête du pouvoir prolétarien en Russie par les seules voies possibles, les voies illégales, insurrectionnelles ».

« Quant au boycott de la guerre hors de Chine et de Russie, ce n'est qu'un à-côté, tant qu'en Chine et en Russie même n'est pas posée la question du boycott de la guerre, de sa transformation en guerre civile. Il ne s'agit pas, comme le croit peut-être Urbahns, d'une guerre nationale autour de laquelle il convient d'établir un cordon sanitaire, tout en faisant tranquillement la part du feu. Toute guerre qui éclate à notre époque signifie qu'une lutte à mort est entreprise entre deux camps impérialistes, que cette lutte est inévitable. A l'intérieur de chaque clan se manifeste d'abord la solidarité des fournitures de guerre et des transports: premier degré. Puis vient l'entrée en guerre; deuxième degré. Alors tous les cordons sanitaires et toutes les tentatives de boycott s'évanouissent en fumée, si tout d'abord le prolétariat international n'a pas compris la situation et n'a pas pris conscience de son unité. »

« Que devient l'unité internationale du prolétariat entre les mains des bolchevicks léninistes (IIIe Internationale et opposition) ? Une moitié du prolétariat est invitée à favoriser par tous les moyens l'armement et la politique impérialiste de sa propre bourgeoisie. C'est le cas pour tous les pays amis ou fournisseurs de la Russie. L'autre moitié doit se sacrifier pour assurer le succès des impérialistes d'en face en sabotant les armements et les transports des amis ou fournisseurs de la Chine. »

« Au cas où la lutte éclaterait sérieusement, où, par exemple, le conit américano-japonais se greffierait sur le conflit sino-russe et dégénerait en guerre « du Pacifique », la fraternisation consisterait-elle pour les communistes américains à s'engager dans la flotte et à cribler d'obus les villes japonaises tandis que les communistes japonais feraient sauter leurs propres arsenaux ? Même dans un rêve utopique cela ne pourrait mener qu'à une situation où la collaboration de classe serait extraordinairement renforcée dans la plus forte moitié du monde. Mais dans la réalité ce serait la liquidation de la troisième Internationale, une liquidation plus honteuse et plus terrible, et plus nécessaire encore pour le prolétariat que celle de la deuxième. »

Voici à peu près ce que « l'ultra-gauche » pourrait objecter à Trotski, si Trotski consentait à entrer en conversation directe avec elle. Mais cet ex-camarade a une répugnance invincible à discuter avec des prolétaires assez naïfs pour défendre encore les principes de l'internationalisme et de la Révolution permanente, et il faut avouer que depuis son épître à l'ouvrier Borodaï, si péniblement sophistique, il a surtout discuté les prix de ses livres et de ses articles à la presse bourgeoise.

Il ne faut pas s'attendre non plus à voir Trotski expliquer en quoi le plan quinquennal et les conditions accompagnant son entrée en vigueur (désorientation du parti, aggravation des conditions de vie des ouvriers, renforcement de la discipline, rationalisation, plus grand écart des salaires répondant aux différences individuelles de productivité, etc...), constituent une résurrection de la politique et du pouvoir prolétariens, une marche au socialisme, une victoire de l'opposition, etc...

Les « ultra-gauches » n'auront vraisemblablement pas beaucoup de lumières à attendre de lui sur cette question, qu'il est si directement intéressé à laisser sous le boisseau de la « Demi-Vérité ». Ils en sont donc réduits à examiner la situation russe par eux-mêmes :

Il existe en Russie, en dehors des grandes masses où se heurtent la tendance semi-prolétarienne et la tendance propriétaire, trois catégories sociales bien définies dont l'équilibre est la base du régime actuel : les ouvriers, les fonctionnaires et les capitalistes privés (de la ville et de la campagne). Ces cadres sont du même ordre numérique de grandeur, mais jouent un rôle très différent.

Les fonctionnaires sont engraissés par le capitalisme d'Etat et le monopole administratif. Ils gouvernent.

Les ouvriers sont exploités et gouvernés. La bureaucratie les endort avec l'opium des survivances phraséologiques et formelles de l'époque prolétarienne disparue. Quelquefois, ils se réveillent.

Les capitalistes exploitent et accumulent. Ils forment une classe en développement, une classe montante. Ils consentent à payer l'impôt et à se soumettre aux singeries « prolétariennes » des bureaucrates, pourvu que ceux-ci leur laissent la route libre.

Ainsi, il y a d'un côté les ouvriers et de l'autre leurs exploiteurs, fonctionnaires et capitalistes. Ceux-ci sont les plus forts, et le développement de l'appareil de production se fait à leur profit, qu'il s'agisse du capitalisme privé ou des entreprises collectives, ou du capitalisme d'Etat. Il n'y a pas davantage un antagonisme radical entre le capitalisme d'Etat et le capitalisme privé qu'entre les industriels et les compagnies de chemin de fer dans une pays en voie de colonisation capitaliste.

Trotski cependant, prétend voir là une contradiction fondamentale, dans laquelle se détermine le sens de l'évolution sociale en Russie. Si le capitalisme d'Etat avec son appareil de fonctionnaires de la production se développe, c'est la marche au socialisme. S'il cède le pas au capitalisme privé, c'est le « retour » au capitalisme.

Mais Trotski oublie une chose : c'est qu'il n'a jamais existé en Russie de capitalisme national largement développé. La bourgeoisie russe était par elle-même incapable de gérer l'appareil de production importé en Russie tzariste par les impérialistes. A plus forte raison de le développer. Encore aujourd'hui la civilisation industrielle est encore en enfance dans l'immense Russie et ne fonctionne qu'au prix d'une importation de machines, de techniciens et même de capitaux étrangers. Bien qu'elle ait fait de grands pas depuis Pierre le Grand, elle n'est guère moins en retard qu'alors par rapport au reste du monde.

Aussi la bourgeoisie russe, après une tentative vaine pour réaliser un gouvernement des capitalistes, s'est-elle soumise à la tutelle du gouvernement ouvrier-paysan de la N. E. P. qui développe l'appareil de production sous la forme des monopoles d'Etat (à la manière des souverains du 18e siècle) et aussi des coopératives.

Bien entendu, il y a des heurts entre l'appareil bureaucratique qui vit du monopole et le capitalisme privé qui veut introduire dans la production ses méthodes « commerciales ». Il y a concurrence entre les grandes entreprises collectives et le petit capitalisme, mais ce contraste n'est qu'un signe de progrès, d'un progrès qui s'effectue dans le cadre des intérêts les plus généraux de la bourgeoisie. Les fonctionnaires qui détiennent la grosse industrie et qui sont chargés de l'élever au niveau général européen sont, eux aussi, des bourgeois. D'ailleurs les autres couches bourgeoises disposent à leur égard de la force de corruption, de la pression paysanne intérieure pour un « gouvernement à bon marché », et, en dernier ressort, de la force d'expansion du capitalisme impérialiste avec lequel un compromis décisif est inévitable.

(*Suite page 7.*)

Un manifeste historique de la gauche :

LA LETTRE OUVERTE DE GORTER A LÉNINE (Suite)

Dans la mesure où l'importance de la classe augmente, baisse en proportion l'importance des chefs. Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas avoir les meilleurs chefs possibles : les meilleurs entre les meilleurs ne sont pas encore assez bon et nous en sommes précisément à les chercher. Cela signifie seulement qu'en comparaison avec l'importance des masses, celle des chefs diminue.

Si on doit gagner, comme vous, avec sept ou huit millions de prolétaires un pays de cent soixante millions d'habitants, alors, oui, l'importance des chefs est énorme ! Car pour vaincre avec si peu d'hommes un si grand nombre, c'est la tactique qui importe en premier lieu. Lorsque, comme vous, camarades, on gagne avec une aussi petite troupe, mais avec un appui auxilliaire, un aussi grand pays, alors, ce qui importe en premier lieu, c'est la tactique **du chef.** Quand vous avez commencé la lutte, camarade Lénine, avec cette petite troupe de prolétaires, c'était en premier lieu votre tactique, qui, au moment propice, a livré les batailles et rallié les paysans pauvres.

Mais en Allemagne ? Là, la tactique la plus intelligente, la plus grande clarté, le génie même du chef n'est pas l'essentiel, ni le facteur principal. Là, inexorablement, les classes sont en présence, une contre toutes. Là, le prolétariat doit décider lui-même, comme classe. Par sa puissance, par son nombre. Mais **sa puissance,** en face d'un ennemi aussi formidable et d'une supériorité d'organisation et d'armement si écrasante, **est fondée surtout dans sa qualité.**

Vous étiez placé devant les classes possédantes russes comme David devant Goliath. David était petit, mais il avait une arme sûrement mortelle. Le prolétariat allemand, anglais, ouest-européen est en face du capitalisme comme géant contre géant. Pour eux, tout dépend seulement de la force. La force du corps et surtout celle de l'esprit.

N'avez-vous pas remarqué, camarade Lénine, qu'il n'existe pas de « grands » chefs en Allemagne ? Ce sont tous des hommes tout ordinaires. Cela montre déjà que cette révolution doit être en premier lieu l'œuvre des masses et non pas des chefs.

A mon point de vue, ce sera quelque chose de grandiose, de plus grand que rien jusqu'ici. Et une indication de ce que sera le communisme.

Ce sera en Allemagne, ce sera ainsi dans toute l'Europe occidentale. Car partout le prolétariat est seul.

Ce sera la révolution des masses, non parce que c'est bien ou beau comme ça, ou inventé par quelqu'un, mais parce que c'est conditionné par les rapports économiques et classistes (*).

De cette différence entre Russie et Europe occidentale, découle en outre ce qui suit :

1° Quand vous, ou l'exécutif de Moscou, ou les communistes opportunistes occidentaux de la Ligue Spartacus (5) ou ceux du P.C. d'Angleterre qui vous suivent, vous dites qu'une lutte sur la question : **chef ou masses** est un non-sens, non seulement vous avez tort vis-à-vis de nous qui cherchons encore un chef, mais vous avez tort parce que cette question a, chez nous, une toute autre signification que chez vous.

2° Quand vous venez nous dire : chef et masse ne doivent faire qu'un, vous ne vous trompez pas seulement en ce que nous cherchons justement une telle unité, mais aussi en ce que cette question a, chez nous, une autre signification que chez vous.

3° Quand vous venez nous dire : il doit y avoir dans le parti communiste une discipline de fer et une centralisation absolue, militaire, vous ne vous trompez pas seulement en ceci que nous cherchons effectivement une discipline de fer et une forte centralisation, mais en cela que cette question a, chez nous, une autre signification que chez vous.

4° Quand vous venez dire : en Russie, nous agissons de telle et telle façon (par exemple après l'offensive de Kornilov ou à l'occasion de tel autre épisode), dans telle ou telle période nous allions au parlement, ou bien nous restions dans les syndicats, cela ne veut absolument rien dire et n'implique nullement que cette tactique puisse ou doive convenir ici, car les rapports de classe en Europe occidentale dans la lutte et dans la révolution sont tout autres qu'en Russie.

5° Quand vous, ou l'Exécutif à Moscou, ou les communistes opportunistes en Europe occidentale, vous prétendez nous imposer une tactique qui était parfaitement juste en Russie — par exemple une tactique calculée et basée consciemment ou inconsciemment sur le fait que les paysans pauvres ou d'autres couches travailleuses seront bientôt avec vous, en d'autres termes que le prolétariat n'est pas seul, — cette tactique que vous prescrivez chez nous ou qui y est appliquée, ne peut que conduire le prolétariat occidental à sa perte et à des défaites terribles.

6° Quand vous, ou l'Exécutif à Moscou, ou les éléments opportunistes en Europe occidentale comme la centrale de la Ligue Spartacus en Allemagne et le B. S. P. en Angleterre, vous voulez nous imposer, ici, en Europe occidentale, une tactique opportuniste (l'opportunisme s'appuie toujours sur des éléments étrangers prêts à abandonner le prolétariat), vous commettez une faute.

L'isolement, le manque de renforts en perspective, et, par conséquent, l'importance supérieure de la masse et la moindre importance relative des chefs, voilà les bases générales sur lesquelles la tactique ouest-européenne doit se fonder.

Ces bases, ni Radek, quand il était en Allemagne, ni l'exécutif de l'Internationale à Moscou, ni vous-même, si j'en crois vos écrits, ne les avez vues.

Sur ces bases : l'isolement du prolétariat et la prédominance des masses et des individus, repose la tactique du K.A.P.D., du Parti communiste (6) de Sylvia Pankhurst (**) et de la majorité de la Commission d'Amsterdam, telle qu'elle a été nommée par Moscou (7).

Par ces raisons, ils cherchent surtout à élever les masses, comme unité et comme somme d'individus, à un degré beaucoup plus haut de développement, à éduquer les prolétaires, un par un, pour en faire des lutteurs révolutionnaires en leur faisant voir clairement (non seulement par la théorie, mais surtout par la pratique) que tout dépend d'eux, qu'ils ne doivent rien attendre de l'aide étrangère d'autres classes, peu seulement de leurs chefs, mais tout d'eux-mêmes.

Théoriquement donc, si l'on ne tient pas compte des exagérations privées, des questions de détail et des aberrations, comme celles de Wolfheim et de Laufenberg (8), qui sont inévitables au début d'un mouvement, la conception des partis et des camarades nommés plus haut est tout-à-fait juste et votre offensive est fausse d'un bout à l'autre (***).

Si l'on va de l'Est de l'Europe à l'Ouest, on traverse, à un certain endroit, une frontière économique. Elle est tracée de la Baltique à la Méditerranée, à peu près de Dantzig à Venise. C'est la ligne de partage de deux mondes. A l'ouest de cette ligne le capital industriel, commercial, et banquaire, unifié dans le capital financier développé au plus haut degré, domine presque absolument. Le capital agraire même est subordonné à ce capital ou a déjà dû s'unir à lui. Ce capital est hautement organisé et se concentre dans les plus solides gouvernements et Etats du monde.

A l'est de cette ligne n'existe ni cet immense développement du capital concentré de l'industrie, du commerce, des transports, de la banque, ni sa domination presque absolue, ni, par conséquent, l'Etat moderne solidement édifié.

Ce serait déjà en soi-même un miracle que la tactique du prolétariat révolutionnaire à l'ouest de cette frontière fût la même qu'à l'Est.

(*) Je passe ici complètement sous silence que, par cette différence de rapport numérique (20 millions sur 70 millions en Allemagne), l'importance de la masse et des chefs et le rapport entre masse, parti et chefs, même pendant et à la fin de la révolution, seront autres qu'en Russie.

Un développement de cette question, qui par elle-même est extrêmement importante, m'entraînerait trop loin pour l'instant.

(**) Du moins jusqu'à présent.

(***) Ceci m'a frappé que dans votre polémique, vous faites presque toujours usage des opinions privées de l'adversaire, et non de ses positions officielles. *(Notes de l'auteur.)*

NOTES DE L'EDITEUR

(5) Le *Spartacusbund* est né de l'aile gauche de la social-démocratie allemande. Il s'est constitué sur le terrain de l'opposition parlementaire et de la participation aux conférences internationales minoritaires. Il a été formé par des leaders dont quelques-uns se sont conduits comme d'héroïques pionniers de la Révolution. Mais il s'est fondé sur une politique de double perspective : l'appel aux masses — à l'initiative des masses — n'excluait pas l'idée d'un redressement de la social-démocratie sur la base des méthodes et des formes d'organisation qui lui sont propres.

Les deux courants, après la 1re conférence de Zimmerwald prédominèrent l'un dans la formation du groupe « l'Internationale » de Liebknecht, l'autre dans celle du groupe « Communauté Ouvrière » de Ledebour. Mais il n'en reste pas moins que par leur intermédiaire le Spartacusbund (Parti Communiste allemand) et l'U. S. P. D. (Parti socialiste indépendant) ont une origine commune.

En Janvier 1916, sous l'impulsion de Rosa Luxembourg, le Spartacusbund adopta une politique d'appel aux masses par les voies illégales, vu l'impossibilité de développer une action parlementaire. On publia les fameuses « lettres de Spartacus », qui étaient un appel à l'insurrection ouvrière. Le groupe « Spartacus » gagna par une lutte courageuse la confiance des ouvriers, joua un rôle important dans la révolution de 1918 et se constitua, le 18 décembre, en Parti Communiste allemand (K. P. D.).

Au même moment le gouvernement Ebert-Haase appelait aux élections pour nommer une « Représentation nationale » chargée de donner au peuple allemand sa nouvelle « constitution ». Le K. P. D. participerait-il aux élections, ou combattrait-il pour un supplément de révolution en menant les prolétaires à l'assaut sous l'étendard : « Tout le pouvoir aux conseils ! A bas la représentation nationale ! ». Les leaders spartakistes se prononcèrent pour la participation, cependant la majorité adopta le mot d'ordre radical et l'emporta. Luxembourg et Liebknecht s'inclinèrent en soldats disciplinés de la classe ouvrière. Il était évident que la bourgeoisie n'admettrait pas un pas en avant et frapperait. Cependant le devoir de l'élite était de montrer la route à la Révolution, même au prix de son sang.

C'est ce qu'elle fit pendant les journées de janvier. La social-démocratie en laquelle ils avaient encore trop de confiance assassina Karl, Rosa et des milliers d'ouvriers. La « Représentation nationale » édifia sur leurs cadavres une Constitution bourgeoise et fédéraliste, et convoqua les électeurs à nommer un nouveau Reichstag.

De nouveau le K. P. D. est mis devant la question de savoir s'il participerait aux élections ou non. L'état d'esprit dans la base reste le même que quelques mois auparavant : *contre le parlement.* Une propagande active est menée contre le parlement sous l'impulsion des ouvriers de Hambourg, de leur représentant Laufenberg, et du « Kommunistische Arbeiterzeitung » (Journal Ouvrier-Communiste)), fondé comme journal du K. P. D. Mais le comité central est pour la participation aux élections, et se tient donc sur le terrain du parlementarisme. Il décide de faire prévaloir sa volonté, même au prix d'une scission. Il comprend des politiciens avertis qui savent comment s'y prendre.

La décision définitive appartient au congrès du Parti, convoqué à Heidelberg. Quelques jours avant la conférence, la direction publie des directives sur la nature, l'organisation et l'action du Parti, et les impose à la signature de chaque membre, sous peine d'exclusion.

A la conférence ces directives viennent en discussion. Une grande partie des délégués refuse de se prononcer, n'ayant pas de mandat sur cette question. D'ailleurs le document de la centrale dénonçait un péril « syndicaliste » qui n'était qu'une caricature grossière du point de vue de l'opposition. Enfin, les « directives » sont votées par 31 voix (25 délégués et 6 membres de la centrale) contre 18. La direction en profite pour exclure du parti et du congrès tous les délégués minoritaires. Ensuite, seulement elle ouvre la discussion sur le parlamentarisme.

Grâce à l'exclusion de ses adversaires les plus décidés, elle arrache la décision à son profit par 20 voix contre 11, et le K. P. D. est désormais un parti parlementaire.

Il est évident que l'ambition ou l'appétit de puissance des chefs ne suffit pas à expliquer pourquoi le K. P. D. est passé à l'opportunisme en pleine poussée révolutionnaire des masses allemandes, pourquoi les machinations des chefs y étaient possibles et s'y sont produites.

Les leaders du K. P. D. venaient tous de la Ligue Spartacus, c'est-à-dire de l'aile gauche social-démocrate. Le terrain de lutte de la social-démocratie avait toujours été parlementaire; c'étaient les représentants qui menaient la « lutte ». Même l'aile gauche n'envisageait pas l'élargissement de l'activité et de la lutte des masses sur un autre terrain, ni autrement que sous leur conduite et leur direction. Ce n'était pas le fait de tyrans, mais de prisonniers enchaînés aux méthodes d'une période révolue. Ils allaient aux masses, mais pour leur proposer leur direction, convaincus que l'unité du front de combat n'était réalisable qu'ainsi, que tout le reste n'était qu'impuissante anarchie.

(6) *Le parti communiste d'opposition en Angleterre* appartenait à une tradition antiparlementariste et antisyndicale, contrairement à la tradition « communiste » officielle qui n'était que le prolongement du Parti Socialiste, et de la gauche indépendante travailliste.

Cette tradition était symbolisée par Sylvia Pankhurst, une militante extrêmement combattive, sans grande éducation théorique, maintes fois emprisonnée pour son action, qui avait lancé, en 1912, le journal « The Workers Dreadnought » (Le « Dreadnought » ou « Sans-peur » des Ouvriers. — « Dreadnought » était aussi le nom d'un nouveau type de cuirassé en face duquel les bâtiments plus anciens étaient sans valeur militaire).

Sans attache avec aucun parti, le « Workers Dreadnought » frappait impitoyablement le travaillisme d'union sacrée, la collaboration de classe syndicale et parlementaire. Il se prononça pour la révolution russe et eut dès 1918 une attitude de ferme solidarité révolutionnaire.

Lors de la fondation d'une section communiste anglaise, S. Pankhurst adhéra, tout en continuant dans le même esprit l'édition de son journal. (Il y avait alors plusieurs journaux ouvriers antiparlementaristes). La centrale du Parti communiste anglais lui demanda de lui remettre la direction du « Workers Dreadnought » — direction dont elle-même aurait été exclue, — ou de supprimer ce journal. Elle refusa et continua sa lutte antiparlementariste et son combat contre les « trade-unions » (syndicats). Son exclusion provoqua une scission dans le parti, et la constitution d'un organisme distinct, qui se plaçait à peu près sur le même terrain que le Parti ouvrier-communiste allemand.

(7) La « *Commission d'Amsterdam* » fut nommée par cooptation du Comité Exécutif de Moscou en novembre 1919. Elle devait constituer un *sous-bureau de l'Internationale pour l'Europe occidentale et l'Amérique* et prendre en main la propagande et l'organisation communistes dans cette partie du monde. Les membres étaient les marxistes hollandais : Herman Gorter, Henriette Roland-Holst, An-

II

LA QUESTION SYNDICALE

Après avoir établi ces bases théoriques générales, je veux essayer maintenant de prouver aussi dans l'application que la gauche en Allemagne et en Angleterre a, généralement, raison. Dans les questions syndicale et parlementaire en particulier.

D'abord la question des syndicats.

« De même que le parlamentarisme exprime le pouvoir intellectuel des chefs sur les masses ouvrières, le mouvement syndical incarne leur domination matérielle. Les syndicats constituent, sous le capitalisme, les organisations naturelles pour l'unification du prolétariat, et à ce titre Marx, déjà de très bonne heure, a fait ressortir leur importance. Dans le capitalisme développé et plus encore à l'époque impérialiste, les syndicats sont devenus toujours davantage des associations géantes, qui montrent la même tendance de développement qu'en d'autres temps, l'appareil d'Etat bourgeois lui-même. Dans ce dernier s'est formée une classe d'employés, une bureaucratie qui dispose de tous les moyens de gouvernement de l'organisation, l'argent, la presse, la nomination des sous-ordres ; souvent les prérogatives des fonctionnaires s'étendent encore plus loin, de sorte que, de serviteurs de la collectivité, ils deviennent ses maîtres, et s'identifient eux-mêmes avec l'organisation. Les syndicats convergent aussi avec l'Etat et sa bureaucratie en ce que, malgré la démocratie qui est censée y régner, les membres ne sont pas en situation de faire prévaloir leur volonté contre le fonctionnarisme ; sur l'appareil artistement édifié des règlements et des statuts toute révolte se brise avant qu'elle puisse ébranler les hautes sphères.

« C'est seulement par une persévérance à toute épreuve qu'une organisation parvient quelquefois, après des années, à un succès relatif qui ressort généralement à un changement de personnes. Dans ces dernières années, avant la guerre et après, on en est arrivé ainsi — en Angleterre, en Allemagne, en Amérique — à des révoltes de militants faisant la grève pour leur propre compte, contre la volonté des chefs ou les résolutions de l'association elle-même. Que cela puisse arriver comme quelque chose de naturel, et être envisagé comme tel, manifeste que l'organisation, loin d'être la collectivité des membres, se présente comme un être qui lui est en quelque sorte étranger. Les ouvriers ne sont pas souverains dans leur association, mais elle les domine comme une force extérieure contre laquelle ils peuvent se révolter, bien que cette force soit cependant sortie d'eux-mêmes. Encore un point de commun avec l'Etat. Puis, lorsque la révolte s'apaise, l'ancienne direction se réinstalle et sait se maintenir malgré la haine et l'amertume impuissante dans les masses, parce qu'elle s'appuie sur l'indifférence et le manque de clairvoyance, de volonté homogène et persévérante de ces masses, et parce qu'elle repose sur la nécessité interne du syndicat comme seul moyen pour les ouvriers de trouver, dans l'unification, des forces contre le capital.

« En luttant contre le capital, contre les tendances du capital absolutistes et génératrices de misère, en limitant ces tendances et en rendant de ce fait l'existence possible à la classe ouvrière, le mouvement syndical s'est mis à remplir un rôle dans le capitalisme et il est devenu lui-même de cette manière un membre de la société capitaliste. Mais du moment où la révolution commence, en tant que le prolétariat, de membre de la société capitaliste, se mue en son destructeur, il rencontre devant lui le syndicat comme un obstacle.

« Ce que Marx et Lénine ont fait ressortir à propos de l'Etat : à savoir que son organisation, malgré ce qu'elle contient de démocratie formelle, le rend impropre à servir d'instrument pour la révolution prolétarienne, vaut donc aussi pour les organisations syndicales. Leur puissance contre-révolutionnaire ne peut être ni anéantie, ni atténuée par un changement de personnes, par le remplacement des chefs réactionnaires par des hommes de gauche ou des révolutionnaires.

« C'est la forme organisatoire elle-même qui rend les masses à peu près impuissantes et qui les empêche de faire du syndicat l'instrument de leur volonté. La révolution ne peut vaincre qu'en détruisant cet organisme, c'est-à-dire en bouleversant de fond en comble cette forme organisatoire afin qu'il en sorte quelque chose de tout à fait autre.

« Le système des conseils, par son développement propre, est capable de déraciner et de faire disparaître non seulement la bureaucratie étatique, mais aussi la bureaucratie syndicale, de former non seulement les nouveaux organes politiques du prolétariat contre le capitalisme, mais aussi les bases des nouveaux syndicats. Au cours des discussions dans le Parti, en Allemagne, on s'est moqué de ce qu'une forme d'organisation puisse être révolutionnaire, sous prétexte que tout dépendait seulement de la conscience révolutionnaire des hommes, des adhérents. Mais si le contenu essentiel de la révolution consiste en ce que les masses prennent elles-mêmes en main la direction de leurs propres affaires, la direction de la société et de la production, — il s'ensuit que toute forme d'organisation qui ne permet pas aux masses de dominer et de diriger elles-mêmes est contre-révolutionnaire et nuisible ; pour cette raison elle doit être remplacée par une autre forme organisatoire qui est révolutionnaire, du fait qu'elle permet aux ouvriers eux-mêmes de décider activement de tout » (Pannekoek) (9).

Les syndicats, par leur nature, ne sont pas de bonnes armes pour la révolution dans l'Europe de l'ouest. Même s'ils n'étaient pas devenus les instruments du capitalisme, s'ils n'étaient pas dans les mains des traîtres, et si — dans les mains de quelques chefs que ce soit — ils n'étaient pas, par nature, voués à faire de leurs membres des esclaves et des instruments passifs, ils n'en seraient pas moins inutilisables.

Les syndicats sont trop faible pour la lutte, pour la révolution contre le capital organisé au plus haut degré comme il est en Ouest-Europe, et contre son Etat. L'un et l'autre sont beaucoup trop puissants pour eux. Les syndicats sont encore pour une part des associations de métier, et déjà, par ce seul fait, ne peuvent faire de révolution. Et dans la mesure même où ce sont des associations d'industrie, ils ne s'appuient pas directement sur les usines, sur les ateliers, ce qui cause aussi leur faiblesse. Enfin, ce sont moins des groupements de lutte que des sociétés de secours mutuel, produits de l'époque petite-bourgeoise.

Leur organisation était déjà insuffisante pour la lutte avant que la révolution ne soit là ; pour la révolution elle-même, en Europe occidentale, elle est inapte à tout service. Car les usines, les ouvriers des usines, ne font pas la révolution dans les métiers ou les industries, mais dans les ateliers. Par surcroit, les syndicats sont des organes à travail lent, beaucoup trop compliqués, bons seulement pour les périodes d'évolution. Même dans le cas où la révolution ne se ferait pas encore tout de suite et où nous serions obligés d'en revesyndicats devraient être détruits et remplacés par des associations industrielles basées sur l'organisation par usine ou lieu de travail. Et c'est avec ces misérables syndicats, qui, comme on l'a vu, doivent être détruits en tout cas, qu'on veut faire la révolution... Les ouvriers ont besoin d'armes pour la révolution en Europe occidentale. Les seules armes pour la révolution en Europe occidentale sont les organisations d'usine. Les organisations d'usine rassemblées dans une grande unité.

Les ouvriers ouest-européens ont besoin des meilleures armes. Parce qu'ils sont seuls, parce qu'ils n'ont pas d'aide. Et à cause de cela, il leur faut ces organisations d'usine. En Allemagne et en Angleterre, tout de suite, parce que là, la révolution est le plus imminente. Et aussi dans les autres pays, le plus vite possible, dès que nous pourrons l'obtenir.

Cela ne vous sert à rien de dire, camarade Lénine : en Russie, nous avons agi de telle et telle façon. Car, premièrement, vous n'aviez pas en Russie d'aussi mauvaises organisations de lutte que sont beaucoup de syndicats chez nous. Vous aviez des organisations d'usine. En second lieu, l'esprit des ouvriers était plus révolutionnaire. Troisièmement, l'organisation des capitalistes était faible. Et aussi l'Etat. Enfin, et au fond, tout dépend de cela, vous aviez de l'aide. Vous n'aviez donc pas besoin d'avoir les meilleures entre les meilleures armes. Nous sommes seuls, nous avons donc besoin des toutes meilleures armes. Sans cela nous ne vaincrons pas, sans cela une défaite suivra l'autre.

Mais il y a encore d'autres bases, morales et matérielles, qui démontrent que nous avons raison.

Représentez-vous, camarade, l'état des choses en Allemagne avant la guerre et pendant la guerre. Les syndicats, seuls et trop faibles instruments, sont entièrement aux mains des chefs comme des machines inertes et ceux-ci les exploitent au profit du capitalisme. Puis vient la Révolution. Les syndicats sont employés par les chefs et par la masse des membres comme arme contre la Révolution. C'est par leur aide, par leur soutien, par l'action de leurs chefs et en partie aussi par celle de leurs membres que la Révolution est assassinée. Les communistes voient leurs propres frères fusillés avec l'aide des syndicats. Les grèves en faveur de la Révolution, sont brisées. Croyez-vous, camarade, qu'il soit possible que des ouvriers révolutionnaires restent ensuite dans de telles organisations ? Si encore elles sont par dessus le marché des outils beaucoup trop faibles pour pouvoir servir la révolution ! Il me semble que c'est psychologiquement impossible. Qu'auriez-vous fait vous-même comme membre d'un parti politique, du parti menchevick, par exemple, s'il s'était conduit ainsi pendant la Révolution ? Vous auriez scissionné (si vous ne l'aviez pas déjà fait auparavant) . Mais vous allez dire : c'était un parti politique, pour un syndicat, c'est autre chose. Je crois que vous faites erreur. Dans la révolution, tant que dure la révolution, chaque syndicat, même chaque groupement ouvrier, joue un rôle de parti politique pour ou contre la révolution.

Mais vous allez dire, et vous le dites dans votre article, que ces mouvements sentimentaux doivent être surmontés en faveur de l'unité et de la propagande communiste. Je vous démontrerai que cela était impossible, en Allemagne, pendant la révolution. Par des exemples concrets. Car nous devons considérer cette question-là aussi d'un point de vue tout à fait concret et unilatéral.... Supposons qu'il y ait en Allemagne 100.000 dockers, 100.000 métallurgistes et 100.000 mineurs vraiment révolutionnaires. Ils veulent faire la grève, se battre, mourir pour la révolution. Les autres millions, non. Que doivent faire les 300.000 ? En premier lieu s'unir entre eux, former une ligue pour le combat. Vous convenez de cela : les ouvriers ne peuvent rien sans organisation. Mais une nouvelle ligue en face des anciennes associations équivaut déjà à une scission sinon formelle, du moins réelle. Même si les partisans du nouveau groupement restent membres des anciens. Mais voici que les membres de l'organisation nouvelle ont besoin à présent d'une presse, de réunions, de locaux, de personnes payées. Cela coûte beaucoup d'argent. Et les ouvriers allemands ne possèdent à peu près rien. Pour faire vivre la nouvelle association, ils seront obligés, même s'ils n'en avaient pas envie, de quitter l'ancienne. Donc, considéré d'un point de vue concret, ce que vous vous figurez, cher camarade, est impossible.

Mais il existe encore de meilleures raisons matérielles. Les ouvriers Allemands qui ont quitté les syndicats, qui veulent détruire les syndicats, qui ont crée les organisations d'usine et l'Union Ouvrière se sont trouvé en pleine Révolution (10). Il fallait lutter immédiatement. La Révolution était là. Les syndicats ne voulurent pas lutter. A quoi bon, dans un pareil moment dire : restez dans les syndicats, propagez vos idées, vous deviendrez sûrement les plus forts et aurez la majorité. Cela serait bien joli, en ne tenant pas compte de l'étouffement des minorités qui est un fait d'usage et la gauche elle-même ne demanderait qu'à l'essayer si seulement on avait le temps. Mais il n'y avait pas à attendre. La Révolution était là. Et elle est encore là !

Pendant la révolution (notez bien cela, camarade, c'était pendant la révolution que les ouvriers Allemands ont scissionné et ont créé leur Union Ouvrière) les ouvriers révolutionnaires se sépareront toujours des social-patriotes. Pour lutter il n'y a à un tel moment aucune autre possibilité. Quoi que vous et le Congrès de l'Internationale puissiez dire, et avec quelque mécontentement que vous considériez la scission, elle aura toujours lieu pour des raisons psychologiques et matérielles. Parce que les ouvriers ne peuvent pas toujours supporter d'être fusillés par les syndicats et parce qu'il faut lutter.

A cause de cela, les gauchistes ont créé l'Union générale ouvrière. Et comme ils croient que la révolution en Allemagne n'est pas encore finie, mais qu'elle ira plus loin, jusqu'à la victoire, à cause de cela ils tiennent le coup.

---

ton Pannekock, David Wijnkoop, V. Ravesteyn et S. J. Rutgers. Dès janvier 1920, elle réunit une conférence internationale où étaient représentés l'Allemagne, l'Amérique, l'Angleterre, la Belgique, la Chine, la Hollande, l'Inde et la Suisse. Cette conférence se prononça pour *l'action directe dans les masses*, pour la *rupture avec les partis bourgeois* (en particulier ceux de la deuxième Internationale) et avec les agents du capitalisme dans les *syndicats*, pour la dictature du *prolétariat* et pour le système des *conseils* comme forme de la démocratie prolétarienne, Moscou usa de toute son autorité pour faire prévaloir malgré les décisions de la conférence la formation de *partis de masse*, le *front unique*, le *noyautage*, et la tactique des *gouvernements ouvriers*. Il se heurta à la majorité de la commission et en congrès il n'obtint la fusion du Parti communiste anglais dans le Parti Indépendant de Mac Donald que par 100 voix contre 85.

Le bureau Ouest-Européen ou « Commission d'Amsterdam » fut supprimé par décision du Comité exécutif de Moscou le 4 mai 1920, en raison de son opposition sur le terrain du parlementarisme et de la politique syndicale.

(8) *Wolfheim* et *Laufenberg*, deux intellectuels militant dans la social-démocratie d'avant-guerre, s'étaient signalés, l'un comme agitateur aux Etats-Unis, l'autre comme directeur de l'école du parti à Hambourg, et tous deux comme leaders de la gauche la plus intransigeante. Pendant la guerre, on les retrouve dans le groupe des « gauchistes-radicaux » qui publiait, à Brême, le journal « Arbeiter Politik » (Politique Ouvrière), puis à l'armée où Wolfheim fut incorporé, comme Liebknecht, dans une compagnie de punition, tandis que Laufenberg était aux travaux forcés dans une forteresse.

En novembre 1918, ils sont de nouveau à la tête des communistes de toute la région de Hambourg, et au congrès de Heidelberg, ils mènent l'opposition avec Rühle et Pfempfert contre les opportunistes Levi et Brandler.

En mai 1920, à la suite du putsch de Kapp et de l'écrasement d'une insurrection prolétarienne dans la Ruhr, le K. A. P. D. (Parti communiste-ouvrier) se détache de la centrale opportuniste. Laufenberg et Wolfheim y manifestent pour une «guerre révolutionnaire du peuple » contre l'Entente, aberration que Levi et Brandler combattirent sous le nom de « national-bolchévisme ».

Le congrès suivant du K. A. P. D. (automne 1920) exclut Wolfheim et Laufenberg et extirpa définitivement le « national-bolchévisme » du sein de la gauche.

En 1923, lors de l'occupation de la Ruhr, le national-bolchévisme était recueilli par les opportunistes et devenait la doctrine officielle du K. A. P. D. et de la 3e Internationale !

(9) Le passage cité est extrait de la brochure « Révolution mondiale et tactique communiste ». Pannekock fut un des meilleurs défenseurs du marxisme et de l'intransigeance révolutionnaire dans la IIe, puis dans la IIIe Internationale, et resta le compagnon de lutte de Gorter.

(10) L'Union Générale Ouvrière (Allgemeine Arbeiter Union) est un produit de la réaction des masses trahies par les syndicats, et une organisation des ouvriers sur la base de l'usine, se donnant pour but la révolution par la dictature des conseils.

Camarade Lénine ! existe-t-il dans le mouvement ouvrier, si deux directions se forment, un autre moyen que la lutte ? Et si ces orientations sont très différentes, opposées l'une à l'autre, peut-on en sortir autrement que par la scission ? Avez-vous jamais entendu parler d'un autre moyen ? Existe-t-il quelque chose de plus contradictoire que la révolution et la contre-révolution ?

A cause de cela aussi le K. A. P. D. et l'Union générale ouvrière ont pleinement raison.

Au fond, camarade, ces scissions, ces clarifications n'ont-elles pas toujours été une bonne chose pour le prolétariat ? Est-ce qu'on ne s'en aperçoit pas toujours plus tard ? Sur ce terrain, j'ai quelque expérience. Quand nous étions encore dans le parti social-patriote, nous n'avions aucune influence. Quand nous avons été jetés dehors — au commencement — peu d'influence. Mais après cela, bientôt une grande influence, et ensuite, rapidement une très grande influence. Et comment, vous, les Bolchevicks, vous êtes-vous trouvez, après la scission, camarade? Tout à fait bien, je crois. Ce fut ainsi: d'abord petit; plus tard —grand. Maintenant, tout. Il dépend entièrement du développement économique et politique qu'un groupe, aussi petit soit-il, devienne le plus puissant. Si la révolution continue en Allemagne, il y a bon espoir que l'importance et l'influence de l'Union Ouvrière de viennent prépondérantes. Qu'elle ne se laisse pas intimider par les rapports numériques : 70.000 contre 7.000.000. De plus petits groupes que ceux-là sont devenus les plus forts. Entre autres les Bolchevicks !

Pourquoi les organisations d'usine et de lieu de travail, et l'Union ouvrière qui se base sur cette organisation et qui est formée de leurs membres sont-elles d'aussi excellentes armes, à coup sûr, avec les partis communistes, les meilleures, les seules bonnes armes pour la révolution en Europe occidentale?

Parce que là les ouvriers agissent par eux-mêmes infiniment plus que dans les vieux syndicats, parce qu'ils ont les chefs entre leurs mains, et, par eux, l'orientation elle-même ; et parce qu'ils contrôlent l'organisation d'usine, et par elle toute l'Union.

Chaque usine, chaque lieu de travail est un tout. Dans l'usine, les ouvriers élisent leurs hommes de confiance. Les organisations d'usine sont réparties en districts économiques. Pour les districts, on élit de nouveau des hommes de confiance. Et les districts élisent à leur tour la direction générale de l'Union pour le Reich entier.

Ainsi, toutes les organisations d'usine, sans distinguer à quelles industries elles appartiennent, forment ensemble une seule Union ouvrière.

C'est, comme on le voit, une organisation toute orientée vers la révolution.

S'il venait une période intermédiaire de luttes relativement pacifiques, cette organisation pourrait par surcroît s'y adapter facilement. On n'aurait qu'à relier les organisations d'usine, par industrie, à l'intérieur de l'Union Ouvrière.

On voit encore ceci : ici, l'ouvrier, chaque ouvrier, reçoit un pouvoir. Car il élit dans son lieu de travail ses propres hommes de confiance, et a par eux une influence directe sur le district et l'Union à l'échelle du Reich. Il y a une centralisation forte, mais sans excès. L'individu, avec son organisation directe, l'organisation d'usine, a une grande puissance. Il peut révoquer immédiatement ses hommes de confiance, les remplacer et les forcer à remplacer tout de suite les instances les plus hautes. Il y a de l'individualisme, mais pas trop.

Car les instnces centrales, conseils régionaux et conseil national ont une grande autorité. Individu et direction ont juste autant de pouvoir qu'il est nécessaire et possible qu'ils en aient, en Europe centrale, dans la période que nous vivons, celle de l'explosion de la révolution.

Marx écrit que, sous le capitalisme, le citoyen en face de l'Etat, est une abstraction, un chiffre. Il en est de même dans les vieilles organisations syndicales. La bureaucratie, toute l'essence de l'organisation forme un monde supérieur échappant à l'ouvrier, flottant au-dessus de lui comme le ciel. L'ouvrier est en face d'elles un chiffre, une abstraction. Il n'est même pas pour elles l'homme dans l'atelier ; il n'est pas un être vivant, qui veut et qui lutte. Remplacez, dans les vieux syndicats, une bureaucratie constituée par un personnel nouveau, et en peu de temps vous verrez que celui-ci aussi acquérera le même caractère qui l'élevera, l'éloignera, le détachera de la masse. Les quatre-vingt-dix-neuf centièmes seront des tyrans placés à côté de la bourgeoisie. Cela résulte de l'essence de l'organisation.

Comme c'est différent dans les organisations d'usine ! Ici, c'est l'ouvrier lui-même qui décide de la tactique de l'orientation et de la lutte, et qui fait intervenir immédiatement son autorité, si les chefs ne font pas ce qu'il veut. Il est en permanence au centre de la lutte, car l'usine, l'atelier sont en même temps la base d'organisation.

Il est, autant qu'il est possible sous le capitalisme, l'artisan et le maître de sa propre destinée, et comme il en est ainsi de chacun, **la masse livre et dirige son propre combat.** Bien plus, infiniment plus en tout cas que ce n'était possible dans les vieilles organisations économiques, tant réformistes que syndicalistes (*).

Par cela même qu'elles font des individus, et par conséquent des masses, les agents directs de la lutte, ses conducteurs et leurs soutiens, les organisations d'usine et l'Union Ouvrière sont vraiment les meilleures armes pour la révolution, les armes dont nous avons besoin, en l'Europe Occidentale, pour renverser sans aide le capitalisme le plus puissant du monde entier.

Mais, camarade, ce ne sont encore, au fond, que d'assez faibles arguments au prix de la dernière et fondamentale raison, laquelle est en liaison intime avec les principes auxquels j'ai fait allusion en commençant. Cette raison est décisive pour le K. A. P. D. et pour le parti d'opposition en Angleterre : ces partis veulent élever largement le niveau de conscience des masses et des individus en Allemagne et en Angleterre.

A leur avis il n'y a pour cela qu'un seul moyen. Et je voudrais bien vous demander encore une fois si vous connaissez une autre méthode dans le mouvement ouvrier. C'est la formation, l'éducation **d'un groupe qui montre dans sa lutte ce que doit devenir la masse.** Montrez-moi, camarade, un autre moyen si vous en connaissez. Moi, je n'en connais pas d'autres.

Dans le mouvement ouvrier, et particulièrement dans la révolution, à ce que je crois, il n'y a qu'une vérification, celle de l'exemple et de l'action.

Les camarades de « gauche » croient possible, avec ce petit groupe luttant contre le capitalisme et les syndicats, d'amener les syndicats à soi, ou même, car ce n'est pas impossible, de les pousser peu à peu sur de meilleurs chemins.

Cela ne peut s'opérer que par l'exemple. Pour élever le niveau révolutionnaire des ouvriers allemands, ces nouvelles formations — les organisations d'usine — sont donc absolument indispensables.

De même que les partis communistes se dressent face aux partis social-patriotes, de même la nouvelle formation, l'Union Ouvrière, doit prendre position face aux syndicats (**).

Pour transformer les masses asservies au réformisme et au social-patriotisme, il n'y a que l'exemple qui puisse servir.

(*) Naturellement, il faut bien comprendre que cette nouvelle corrélation d'individualisme et de centralisme n'est pas déjà donnée comme un fait achevé, mais est une réalité en formation, un processus qui ne se développera et n'atteindra son aboutissement qu'à travers la lutte.

(**) Votre remarque sarcastique, que l'Union Ouvrière elle-même ne peut être sans tache, ne nous fait pas beaucoup d'effet car elle n'est juste qu'en tant que l'Union a à lutter pour des améliorations sous le capitalisme. Elle n'est pas juste en tant que l'Union lutte pour la révolution.

J'en arrive maintenant à l'Angleterre, à la gauche anglaise. L'Angleterre est après l'Allemagne le pays le plus proche de la révolution. Non que la situation y soit déjà révolutionnaire, mais parce que le prolétariat y est particulièrement nombreux, et la situation économique du capitaliste s'y prête au plus haut degré. Là il faut seulement une forte impulsion et le combat commence, qui ne peut se terminer que par une victoire. C'est ce que sentent, c'est ce que savent presque instinctivement les ouvriers les plus avancés de l'Angleterre (comme nous tous le sentons), et parce qu'ils sentent cela, ils ont fondé là-bas, comme en Allemagne, un nouveau mouvement ... qui se dessine et tâtonne de différents côtés, justement comme en Allemagne — le mouvement des « Rank and File », des masses par elles-mêmes, sans chefs ou à peu près comme s'il n'y en avait pas (*).

Ces mouvements ressemblent beaucoup à l'Union Ouvrière allemande avec ses organisations d'usine (11).

Avez-vous remarqué, camarade, que ce mouvement a surgi uniquement dans les deux pays les plus avancés ? Et du sein de la classe ouvrière elle-même ? Et en beaucoup d'endroits ? (**). Ceci est déjà par soi-même une preuve de spontanéité irrésistible.

En Angleterre, ce mouvement, cette lutte contre les syndicats, est presque encore plus nécessaire qu'en Allemagne. Les Trade-Unions anglais ne sont pas seulement des instruments entre les mains des dirigeants pour soutenir le capitalisme, mais ils sont des outils encore plus inutilisables ques les syndicats allemands pour la révolution. Leur formation remonte aux temps de la petite guerre, chacun pour soi, souvent jusqu'au début du XIX^e^ ou même jusqu'au XVIII^e^ siècle. En Angleterre n'existe-il pas encore des industries qui comprennent vingt-cinq unions syndicales, lesquelles se disputent mutuellement leurs membres, à la vie à la mort ! ! Et les membres n'ont dans tout cela aucune autorité. Voulez-vous, camarade Lénine, conserver aussi ces organisations-là ?

Celles-là aussi faut-il s'abstenir de les combattre, de les scissionner, de les anéantir ? Si l'on est contre les Unions ouvrières, on doit être aussi contre les Shop-Committees, les Shop-Stewarts et les Unions Industrielles. Si on est pour ces dernières, on est aussi pour les autres, car les communistes ont dans les deux cas le même but.

Ce nouveau courant dans le mouvement des Trade-Unions pourra servir à la gauche communiste en Angleterre, pour anéantir les syndicats anglais, tels qu'ils sont à présent, et pour les remplacer par des instruments neufs de la lutte de classe, qui soient utilisables pour la révolution. Les mêmes raisons que nous avons apportées pour le mouvement allemand sont valables ici aussi.

J'ai lu dans la lettre du Comité Exécutif de la III^e^ Internationale au K. A. P. D., que l'Exécutif est pour les I. W. W. d'Amérique, à condition toutefois, que cette organisation veuille bien d'une action politique et de l'adhésion au Parti communiste. Et ces I. W. W. ne sont pas obligés d'aller dans les syndicats américains ! Pourtant l'Exécutif est contre l'Union Ouvrière en Allemagne, et lui fait un devoir de se fondre dans les syndicats bien qu'elle soit communiste et collabore avec le parti politique (12).

Et vous, camarade Lénine, vous êtes pour le Rank and File mouvement en Angleterre (qui, pourtant, provoque déjà une scission, et où il y a beaucoup de communistes qui veulent la destruction des syndicats !) — et vous êtes contre l'Union Ouvrière en Allemagne.

(*) Les « Shop-Committees », « Shop-stewards », et, particulièrement dans le Pays de Galles, les « Industrial Unions ».

(**) C'est une calomnie que de dire que ce mouvement Allemagne a été provoqué « d'en haut ».

(*Notes de l'auteur.*)

(11) Le « *Rank and File Movement* » (mouvement autonome des masses) s'est manifesté principalement à deux époques du mouvement ouvrier anglais. Aux alentours de 1890, il a pris la forme d'une réaction contre les organisations de métier, et a abouti à l'édification des grandes fédérations industrielles (cheminots, mineurs, dockers, etc.) qui ont formé, depuis, l'ossature de l'organisation revendicative. Dans la période qui avoisine 1920, le Rank and File Movement a été partiellement dirigé contre les syndicats eux-mêmes, qui étaient devenus des organismes d'union sacrée et avaient abandonné les ouvriers en présence du renchérissement de la vie. Il y eut une longue campagne de grèves « sauvages » (sans direction organisée ou avec une direction exclusivement empruntée aux masses en grève). En quelques points de la région de Glasgow, des comités de grève nommés dans chaque usine, furent maintenus comme représentation permanente des ouvriers de l'usine. Ce fut l'origine du mouvement des « *Shop-Committees* » (comités d'usine), qui correspondait au mouvement allemand des organisations d'usine.

Les syndicats de métier traitèrent les Shop-Committees en ennemis et poursuivirent ouvertement leur restruction. Les fédérations industrielles s'efforcèrent plus habilement de les désarmer en se les intégrant, comme cela eut lieu aussi en Allemagne.

Cependant les Shop-Committees s'unissaient les uns aux autres en une organisation nationale, où chaque comité envoyait ses représentants ou « *Shop-Stewards* » (représentants d'usine). La structure du mouvement se rapprochait de celle de l'Union Générale Ouvrière allemande. Dans le mouvement « Shop-Stewards », il y avait un courant anti-syndicaliste, un autre qui admettait les syndicats et les comités d'usines comme organes complémentaires.

Le Parti communiste anglais, dès qu'il fut dominé par le léninisme, combattit la tendance radicale et poussa à l'incorporation des Shop-committees dans le mouvement syndical. Une fois devenus des annexes du réformisme, les Shop-Committees dégénérèrent dans la collaboration de classe et finirent par disparaître à peu près entièrement.

(12) Les *International Workers of the World* (Travailleurs industriels du monde — I. W. W.) constituent l'organisation spécifique et profondément originale des couches inférieures du prolétariat aux Etats-Unis. (Elle s'est implantée également au Canada et en Australie).

La base sociale est composée de manœuvres, d'émigrants non-américanisés, et surtout de travailleurs errants, les « hoboes », qui forment à la fois l'armée de réserve industrielle et la main-d'œuvre saisonnière agricole.

Aux syndicats professionnalistes, fermés, bureaucratiques, liés indissolublement à l'entreprise patronale, à la nationalité américaine, à la prospérité impérialiste du pays — les I. W. W. opposent une organisation unique pour tous les travailleurs, sans distinction de métier, de langue, ou de nation, multiforme, insaisissable, en lutte permanente avec le patronat et la répression d'Etat.

Les I. W. W., dont l'effectif à varié entre une centaine et une dizaine de mille, jouent un rôle central dans la lutte gréviste des prolétaires américains et dans les épisodes de guerre civile qui en résultent. Ils transportent la lutte de place en place, se font les propagandistes de la grève de solidarité, du principe « le tort fait à un seul est fait à tous », organisent, sans caisse de grève et sans fonctionnaires syndicaux, des meetings en plein air et des grèves perlées, s'efforcent toujours d'entendre le mouvement à une région ou une branche industrielle entière.

La doctrine des I. W. W. est d'une simplicité extrême : par la solidarité des travailleurs un monde nouveau se construit dans la coquille du vieux monde. Leur idéal est la prise de possession des usines et de la terre par l'organisation révolutionnaire de tous les travailleurs (une I. W. W. démésurement grandie, qui dirigerait ensuite la production suivant les principes communistes).

Les I. W. W. s'affirment antisyncalistes et antipolitiques en réaction contre l'ambiance réformiste des aristocrates du prolétariat (Fédération Américaine du Travail — A. F. of L., American Federation of Labor).

L'Internationale communiste a tenté successivement : 1° d'obtenir l'adhésion en bloc des I. W. W., 2° de créer avec les éléments « politiques » de l'I. W. W. et avec les socialistes de gauche une forte section américaine de l'Internationale, 3° de liquider l'I. W. W. comme mouvement indépendant et de pousser les ouvriers révolutionnaires dans la Fédération Américaine du Travail, afin de nouyauter celle-ci à l'aide de Ligues syndicales d'Education.

L'échec de ces trois tentatives a été à peu près complet. Aujourd'hui l'I. C. s'efforce de créer autour du P. C. toujours embryonnaire une organisation « révolutionnaire » syndicaliste opposée à l'I. W. W. et à la Fédération réformiste.

Je ne peux voir dans votre attitude et dans celle du Comité Exécutif que de l'opportunisme. Et qui pis est, de l'opportunisme à faux.

Naturellement la gauche communiste en Angleterre, étant donné que la révolution n'est pas encore là, ne peut pas aller aussi loin qu'en Allemagne. Elle ne peut pas encore organiser le Rank and File Movement dans tous les pays sur une vaste échelle et dans un but immédiatement révolutionnaire. Mais la gauche anglaise prépare cela. Et aussitôt que la révolution sera là, les ouvriers, quitteront en masse les vieilles organisations inaptes à la révolution et afflueront aux organisations d'usine et d'industrie.

Ils y viendront par cela-même que la gauche communiste se fait jour avant tout dans le mouvement, qu'avant tout elle s'efforce d'y semer les idées communistes, et que les ouvriers aussi, à son exemple, sont déjà maintenant élevés à un niveau supérieur (*). Et c'est là, comme en Allemagne, son but **essentiel.**

L'Union générale ouvrière (A. A. U.) et le Rank and File Movement, qui s'appuient l'une et l'autre sur les **usines,** les lieux de travail, et **seulement** sur eux, sont les précurseurs des conseils ouvriers, des Soviets. La Révolution en Europe Occidentale sera beaucoup plus difficile et par celà même qu'elle se développera lentement, il y aura une fort longue période de transition où les syndicats seront hors de service, et où les soviets ne seront pas encore là. Cette période de transition sera caractérisée par la lutte contre les syndicats à travers leur transformation, et par leur remplacement au moyen de meilleures organisations. Vous n'avez pas lieu d'être inquiet sur ce point, nous aurons bien le temps pour cela !

Encore une fois, ceci n'arrivera pas parce que nous autres, gauchistes, le voulons, mais parce que la Révolution réclame cette nouvelle forme d'organisation, sans laquelle elle ne peut vaincre.

Hardi, donc, le Rank and File Movement en Angleterre et l'Union Ouvrière en Allemagne ! Vous êtes les précurseurs des soviets en Europe. Hardi ! vous êtes les premières organisations pour mener avec les Partis communistes, contre le capitalisme en Europe Occidentale, la lutte de la Révolution !

Camarade Lénine, vous voulez nous forcer, nous autres d'Europe occidentale, qui sommes sans alliés en face d'un capitalisme maintenant encore tout à fait puissant, extrêmement organisé (organisé dans toutes les branches et en tous sens) et fortement armé, et qui pour cela avons besoin des meilleures et plus fortes armes, à en utiliser de mauvaises. Nous, qui voulons organiser la Révolution dans les usines et d'après les usines, vous voulez nous imposer ces misérables syndicats. La révolution en occident ne peut être organisée que sur la base d'usine et dans les usines, et doit par conséquent l'être ainsi, puisque c'est là que le capitalisme est si hautement organisé dans tous les sens, économiquement et politiquement, et puisque les ouvriers (en dehors du Parti communiste) n'ont pas d'autre arme solide. (Les russes étaient armés et avaient les paysans pauvres. Ce que les armes et l'aide des paysans pauvres étaient pour les russes, la tactique et l'organisation doivent en ce moment l'être pour nous). Et à ce moment même vous préconisez les syndicats. Nous qui devons, pous des raisons psychologiques et matérielles, au milieu de la révolution, lutter contre les syndicats — vous voulez nous empêcher de mener cette lutte. Nous ne pouvons lutter que par la scission et vous vous mettez en travers. Nous voulons former des groupes qui donnent l'exemple, seul moyen de montrer au prolétariat ce que nous voulons, et vous nous défendez de donner l'exemple. Nous voulons élever le niveau du prolétariat occidental et vous nous mettez des bâtons dans les roues.

Vous ne voulez pas de la scission, des nouvelles formations, ni, par conséquent, de l'élevation à un niveau supérieur !

Et pourquoi ?

Parce que vous voulez avoir les grands partis et les grands syndicats dans la III^e Internationale.

Cela nous paraît être de l'opportunisme, de l'opportunisme de la pire espèce (**).

Vous agissez maintenant dans la III^e Internationale, tout autrement que jadis dans le parti des maximalistes. Ce dernier fut conservé très « pur » et l'est peut-être toujours encore. Tandis que dans l'Internationale on doit accueillir d'après vous tout de suite ceux qui sont communistes pour une moitié, pour un quart et même pour un huitième.

C'est une malédiction sur le mouvement ouvrier: dès qu'il a obtenu un certain « pouvoir », il tend à l'augmenter par des moyens sans principes. La social-démocratie elle-aussi était « pure » à son origine, dans presque tous les pays. La plupart des des actuels social-patriotes étaient de véritables marxistes. On gagna les masses par la propagande marxiste. Mais aussitôt qu'on eut atteint quelque puissance, on l'abandonna.

Vous vous conduisez maintenant, vous et la III^e Internationale, de la même façon qu'autrefois les social-démocrates. Naturellement aujourd'hui, non plus dans les limites nationales, mais à l'échelle internationale. La révolution russe l'a emporté par la « pureté », par la fermeté des principes. A l'heure actuelle le prolétariat dispose par elle d'un certain « pouvoir ». Il faudrait étendre maintenant ce pouvoir sur toute l'Europe. Et voilà qu'on abandonne l'ancienne tactique ! !

Au lieu d'appliquer maintenant aussi à tous les autres pays cette tactique éprouvée, et de renforcer ainsi de l'Intérieur la III^e Internationale, on fait présentement volteface et tout comme la social-démocratie jadis, on passe à l'opportunisme. Voici qu'on fait tout entrer : les syndicats, les Indépendants, le centre français, une portion du Labour-Party.

Pour sauver les apparences du marxisme, on pose des conditions, qu'il faut **signer** (!!). Kautsky, Hilferding, Thomas, etc., sont mis à l'index. Mais les grosses masses, l'élément moyen est admis à rentrer, et tous les moyens sont bons pour l'inciter à le faire. Pour que le centre se renforce mieux, les « gauchistes » ne sont pas admis s'il ne veulent pas passer au centre ! **Les tout meilleurs éléments révolutionnaires,** tels que le K. A. P. D. **sont ainsi tenus à l'écart !**

Et quand on a une fois rallié la grande masse sur une ligne moyenne, on s'ébranle tous ensemble sous la discipline de fer, sous des chefs qu'on a mis à l'épreuve de cette manière extraordinaire.

Pour aller ou ? — A l'abîme.

A quoi bon les principes imposants, les thèses brillantes de la III^e Internationale si, dans la pratique, on est opportuniste ?

La II^e Internationale aussi avait les plus beaux principes, mais elle a sombré sur cette pratique.

Nous, les gauchistes, ne voulons pas de cela. Nous voulons d'abord former en Europe occidentale, précisément comme jadis les Bolchevicks en Russie, des noyaux très solides, très conscients, et très forts (même s'ils doivent être petits au début). Et quand une fois nous les aurons, nous les agrandirons. Mais toujours sur un terrain de plus en plus solide, de plus en plus fort, de plus en plus « pur ». C'est seulement de cette manière que nous pouvons vaincre en Europe occidentale. A cause de cela nous repoussons tout à fait votre tactique, camarade.

Vous dites, camarade, que nous autres, membres de la Commission d'Amsterdam, avons oublié ou n'avons pas appris les leçons des révolutions antérieures. Eh bien ! camarade, je me souviens très bien d'un fait qui a trait aux révolutions passées. C'est le suivant : les partis d' « extrême gauche » y ont toujours joué un rôle éminent, de premier plan. C'était le cas dans la révolution hollandaise contre l'Espagne, dans la révolution anglaise, dans la révolution française, dans la Commune, et dans les deux révolutions russes.

Or il y a, quant au développement du mouvement ouvrier, deux courants dans la révolution ouest-européenne : le radical et l'opportuniste. Ils ne peuvent en venir à une bonne tactique, à l'unité, que par une lutte mutuelle. Mais le courant radical est de beaucoup le meilleur, malgré que dans quelques détails peut-être, il aille trop loin. Et vous, camarade Lénine, vous soutenez le courant opportuniste !

Et ce n'est pas tout ! L'Exécutif de Moscou, les chefs russes d'une révolution qui n'a vaincu que par l'aide d'une armée de millions de paysons pauvres, veulent imposer leur tactique au prolétariat ouest-européen, qui est et doit être seul.

Et pour arriver à cela, ils brisent, comme vous, le meilleur courant en Europe occidentale !

Quelle bêtise incroyable, et surtout quelle dialectique !

Quand la révolution éclatera dans l'occident d'Europe, vous verrez ce qu'il en sera du rêve bleu de cette tactique ! Mais le prolétariat sera la victime.

Vous, camarade, et l'Exécutif à Moscou, savez que les syndicats sont des puissances contre-révolutionnaires. Cela résulte clairement de vos thèses. Malgré cela vous voulez les conserver. Vous savez aussi que l'Union Ouvrière, c'est-à-dire les organisations d'usine, le Rank and File Movement sont des organisations révolutionnaires. Vous dites vous-mêmes dans vos thèses, que les organisations d'usine doivent être et sont notre but. Malgré cela vous voulez les étouffer. Vous voulez étouffer les organisations dans lesquelles les ouvriers, chaque ouvrier, et par conséquent la masse, peut atteindre à la force et à la puissance, et vous voulez conserver celles dans lesquelles la masse est un instrument mort dans la main des chefs. De cette manière vous voulez mettre les syndicats en votre pouvoir, au pouvoir de la III^e Internationale.

Pourquoi voulez-vous cela ? Pourquoi suivez-vous cette mauvaise tactique ? Parce que vous voulez avoir des masses autour de vous, quels qu'elles soient, avant tout. Parce que vous estimez que si seulement vous avez des masses qui vous soient soumises par une discipline ferme et centralisée (d'une façon communiste, demi-communiste, ou pas du tout communiste...), vous, les chefs, arriverez bien à la victoire.

En un mot : — Parce que vous menez une politique de chef.

La politique de chef, n'est pas la politique qui veut des chefs et la centralisation — sans lesquelles on ne peut rien obtenir (pas plus que sans parti), mais elle est la politique qui rassemble les masses sans les consulter sur leurs convictions et leurs sentiments, et qui croient que les chefs peuvent vaincre, si seulement ils ont de grandes masses autour d'eux.

Mais cette politique, que vous et l'Exécutif préconisez actuellement dans la question syndicale, n'aura pas de succès dans l'occident européen. Car le capitalisme est maintenant encore bien trop puissant, et le prolétariat est bien trop réduit à ses propres forces. Elle échouera comme celle de la deuxième Internationale.

Ici, les ouvriers doivent devenir puissants par eux-mêmes d'abord, ensuite par vous, leurs chefs. Ici, le mal, la politique de chef, doit être détruit dans sa racine.

Avec votre tactique dans la question syndicale, vous et l'Exécutif de Moscou, vous avez prouvé avec succès que, **si vous ne changez pas cette tactique, vous ne pourrez pas conduire la révolution Ouest-européenne.**

Vous dites que la « gauche », quand elle prétend appliquer sa tactique, ne sait que palabrer. Eh bien, camarade, la « gauche » n'a encore eu que peu ou pas l'occasion d'gir dans d'autres pays. Mais regardez seulement vers l'Allemagne, considérez la tactique et l'activité du K. P. A. D. lors du Putch de Kapp (13) et vis-à-vis de la révolution russe, et vous serez obligé de retirer vos paroles.

(A suivre.)

(*) Vous nous servez ici, camarade, comme d'autres l'ont fait si souvent, cet argument que les communistes, s'ils quittent les syndicats perdent contact d'avec les masses. Mais le meilleur contact ne se réalise-t-il pas tous les jours dans les usines ? Et toutes les usines ne sont-elles pas déjà maintenant devenues encore quelque chose de plus qu'un lieu de contact, quelque chose comme un local de délibération ?

Comment ainsi les « gauchistes » pourraient-ils perdre contact ?

(**) L'exemple suivant peut donner une idée du chaos où cet opportunisme nous mène : Il est des pays où, à côté des syndicats réformistes existent des organisations syndicalistes qui, tout en étant mauvaises, luttent mieux que les premières. Les thèses de Moscou réclament l'entrée de ces organisations syndicalistes dans les grandes organisations réformistes. Ainsi il forcent souvent les communistes à devenir des briseurs de grève, comme, par exemple, en Hollande. Mais il y a plus fort : l'Union Ouvrière allemande est condamnée parce qu'elle est sur le terrain de la scission. Mais que fait l'Internationale ? Elle bâtit une nouvelle Internationale syndicale !....

(Notes de l'auteur.)

---

(13) Le putsch de Kapp-Luttwitz fut une tentative de la caste militaire d'ancien régime pour substituer au gouvernement social-démocrate de concentration « la Contre-Révolution de l'Ordre et du Travail ». La Reichswehr noire resta maîtresse de Berlin pendant cinq jours (13-18 mars 1920), mais la tentative échoua devant une énorme grève de masses qui se développa à travers toute l'Allemagne. Les troupes du coup d'Etat firent alors une déclaration de loyalisme républicain, et la social-démocratie de droite, de gauche et des syndicats donna l'ordre de cesser la grève. Les masses prolétariennes n'obéirent qu'avec répugnance et dans la Ruhr, elles poursuivirent le mouvement jusqu'à l'insurrection armée, chassant la Reichswehr avec de lourdes pertes. La solidarité avec les insurgés s'organisa par la formation d'une « armée rouge » à l'échelle de toute l'Allemagne, avec le mot d'ordre « Désarmement de la Reichswehr, armement des ouvriers et dictature des conseils ».

La direction du K. P. D. (Parti communiste allemand) inactive pendant le putsch réactionnaire, ne se réveilla que pour saboter le mouvement révolutionnaire des ouvriers. Le 24 mars elle lança un mot d'ordre pour l'arrêt du mouvement insurrectionnel, et pour la formation d'un « gouvernement ouvrier » social-démocrate et indépendant avec « opposition loyale » du parti communiste.

Par l'accord de Biélefeld, la centrale du K. P. D. fit bloc avec les Noskistes sur le terrain suivant : « désarmement ouvrier, gouvernement socialiste et création de milices ouvrières ».

Au contraire, l'opposition du congrès de Heidelberg (plus tard Parti Ouvrier Communiste — K. A. P. D.) fut constamment en pleine action de masses et au premier rang du combat, dans la Ruhr, en Allemagne centrale (combats de Falkenstein), dans l'organisation de l'Armée Rouge. Elle joua un rôle prépondérant dans les régions de Hambourg, de Rhénanie, de Berlin-Brandenbourg, de Dresde, de Frankfort sur le Main. Mais elle ne put empêcher le bloc monarchiste-républicain-socialiste de vaincre avec la complicité de la Centrale « communiste », de noyer dans le sang la révolte de la Ruhr, et de rétablir le gouvernement de concentration Ebert-Scheidemann. Après quoi il cessa naturellement d'être question des « milices ouvrières ».

Le Parti Ouvrier Communiste (K. A. P. D.) se constitua à Pâques de la même année.

Il fit preuve de nouveau de la plus courageuse activité à l'occasion de la guerre Polono-Soviétique.

SOUSCRIPTION INTERNATIONALE pour l'édition des brochures de H. Gorter.

Lyon — liste n° 4.

G. 50 fr. — Bon. 5 fr. M. 2 fr. — T. 2 fr. — M. 2 fr. — F. 2 fr. D. 2 fr. — P. 2 fr. O. 2 fr. — XX 1 fr. — C. 1 fr. W. 1 fr. — N. N. 1 fr. F. 1 fr. A. G. 2 fr. — Piec. 5 fr. — Bon. 5 fr. Sar. 2 fr. — Sil. 3 fr. — camarade yougo-slave 1 fr. — Gor. 5 fr. — Reg. 2 fr. — Trois. 2 fr. — Bon. 10 fr. — Mol. 5 fr. — Coc. 3 fr. — G. Thév. 1 fr. 25. — Du plomb à Mussolini 2 fr. — Tri 1 fr. ..... 123 fr. 25

Berlin. — Allgemeine Arbeiter Union.

Premier versement ..... 362 fr. 55

485 fr. 80

Nos camarades du *Groupe des Communistes Internationaux* (Hollande), nous ont fait prévoir une souscription importante; le *Parti Communiste Ouvrier* (Allemagne), signale qu'il a recueilli une forte somme; *l'Allgemeine Arbeiter Union* (Union Générale Ouvrière) nous a fait prévoir à brève échéance un deuxième versement.

Nous prions nos amis de se hâter, car une somme de 5.000 francs doit être réunie comme première mise de fonds. Renvoyer rapidement les listes — remplies autant que possible.

Le Trotskisme se dégonfle

(*Suite de la page 2.*)

Ainsi, quoi qu'en dise Trotski, le développement d'un grand capitalisme d'Etat en Russie, la concurrence qu'il fait au capital privé, la concentration de l'industrialisation qui résulte de ce développement dialectique n'implique, en aucune façon, ni comme prémisse ni comme conséquence, un renforcement ou une renaissance de la dictature prolétarienne. L'industrialisation augmente le nombre des prolétaires, mais elle augmente d'abord le nombre et la force des classes exploiteures.

La nouvelle politique d'industrialisation est une étape vers la constitution d'un capitalisme russe équipée à la moderne, et par suite, susceptible de se réserver dans la concurrence impérialiste une bonne part du marché paysan mis en réserve. Cette constitution dans les bornes d'un protectionnisme particulièrement strict entraîne naturellement des conséquences négatives pour le capitalisme. Elle n'en constitue pas moins le programme commun de la catégorie bureaucratique, du capitalisme russe et même du capitalisme concessionnaire étranger, dans la mesure où le capitalisme d'Etat est une phase nécessaire de leur développement général.

Si le monde entier se réduisait à la Russie « soviétique », le prolétariat lui-même n'aurait pas d'autre voie à suivre que de pousser, par l'industrialisation, à une évolution accélérée du capitalisme russe, c'est-à-dire de lutter contre ses tendances au moindre effort et à la stabilisation au moyen d'une lutte réformiste intense.

Mais il existe ailleurs dans le monde la base objective d'une révolution prolétarienne internationale, et c'est elle qui est pour la Russie ouvrière le seul chemin du socialisme.

Dans son confusionnisme léniniste, la fraction de Trotski allait naguère du programme de la bourgeoisie russe à celui du prolétariat, de l'industrialisation à la révolution mondiale et réciproquement. Aujourd'hui, elle abandonne définitivement la révolution, et remplace l'internationalisme par la défense nationale.

Entendons-nous ! le grand chef des Redresseurs et ses fidèles n'ont pas renoncé à utiliser, au profit de leur influence sur les ouvriers, les mots les plus ronflants de leur ancienne phraséologie. Dans la déclaration de Rakovski et dans son commentaire, il est fait usage des deux formules trotskistes de l'époque héroïque : la *démocratie ouvrière* et la *marche au socialisme par la révolution mondiale*.

Mais tout cela est reporté à plus tard. Pour l'instant il est seulement question de surmonter les difficultés du plan quinquennal, de rationaliser, de « réviser les salaires en tenant compte de la force physique et de la valeur professionnelle des ouvriers », de réprimer les tentatives de « coalition » et les *mouvements de mécontentement* des ouvriers « pris au dépourvu par la montée du prix des objets de première nécessité », et par « l'augmentation des impositions officielles ainsi que des contributions volontaires directes et indirectes (sic) qui pèsent sur toute la classe ouvrière ». Autrement dit: développement des couches bureaucratiques de spécialistes et d'administrateurs, renforcement des cadres de contre-maîtres et autres gardes-chiourme, exagération de l'écart des salaires entre aristocrates-ouvriers et simples prolétaires, accroissement de l'exploitation et de la misère de ces derniers. Voilà ce que Trotski, Rakovski et consorts, de concert avec Staline, préparent à la classe ouvrière russe. En fait de « démocratie » : le carcan du « triangle » au cou de la classe ouvrière !

Quant à la révolution mondiale, nous avons vu ce que Trotski vend sous cette étiquette rouge : le protectionnisme infantile du capitalisme russe, baptisé défense de l'U.R.S.S.

Que signifie la « défense de l'U. R. S. S. » pour les différentes catégories sociales en Russie ? Pour les paysans : la défense de leurs nouvelles propriétés. Pour les bourgeois russes : la défense du capitalisme privé et du capitalisme d'Etat contre l'absorption impérialiste étrangère du marché paysan (monopole du commerce, etc...). Pour les capitalistes étrangers concessionnaires : la défense des privilèges qu'ils ont obtenu dans la place. Pour les ouvriers : la défense des illusions qui leur restent.

La défense de l'U. R. S. S. et l'industrialisation nationale, voilà la formule de l'Union sacrée en Russie. Sur cette formule, tout le monde est d'accord, depuis les impérialistes privilégiés d'Allemagne, d'Amérique, etc...) jusqu'aux monarchistes émigrés, en passant par Trotski. Il n'y a d'opposition que sur un point. Certains éléments petit-bourgeois de la campagne voudraient bien payer moins d'impôt ; ils trouvent que l'industrialisation bureaucratique coûte cher, que les « ciseaux » rognent tous leurs profits ; ils voudraient avoir les produits fabriquées au tarif mondial et non pas au tarif de l'industrie d'Etat. Alors ils font une petite guerre contre l'industrialisation et pour la liquidation du Monopole.

Ce sont leurs porte-paroles que Trotskistes et Staliniste réconciliés combattent comme Rykovistes et « droitiers », au nom du prolétariat, *mais pour le compte des intérêts généraux de la bourgeoisie russe*, (avec laquelle les intérêts particuliers exprimés dans la « droite » n'ont d'ailleurs pas d'antagonisme insurmontable).

Attaquer les *déchets du léninisme* et se glorifier d'une liquidation de *« l'ultra-gauche »* ; désigner comme ennemi principal une *tendance petite-bourgeoise inconsistante*, et faire le jeu de la tendance bourgeoise *dirigeante* en Russie, voilà à quels tours de gibecière, à quelles escroqueries est descendu le chef des bolchévicks-léninistes (opposition) !

P. S. — A la suite d'un article de Sizoff, (*Lutte de Classes*, n° 6), qui caractérisait le gouvernement russe comme « bureaucratique, à origine prolétarienne » et non plus « prolétarien à déviation bureaucratique », J. C. a envoyé, tant en son nom qu'en nôtre (nous n'appartenons comme lui à aucun groupe) deux textes successifs de discussion, dans lesquels, prenant comme base la critique Gortérienne du Léninisme, nous nous efforcions d'amener Sizoff et ses camarades à examiner *une fois* sérieusement le problème révolutionnaire dans son ensemble.

Voici comment le numéro 13-14 de la *Lutte de Classes*, présente les choses. Après avoir rendu compte de la seule réponse à son enquête : « Que faire ? », celle du camarade J. Bareau, il invente une seconde réponse :

« De la seconde lettre envoyée par Jean Cello, nous extrayons le passage suivant, qui est une critique du rôle actuellement joué par l'I.C. » (Suit une courte citation).

Chaque mot dans cette phrase est un mensonge. 1° Il ne s'agit ni d'une réponse à l'enquête, qui est postérieure, ni, par conséquent, de la « seconde » lettre répondant à l'enquête. 2° Notre tentative de discussion n'est pas individuelle, mais collective. 3° *La critique porte explicitement sur le terrain constitutif de l'Internationale en* 1919 *et non sur son état actuel*. On nous fait dire ainsi que la dictature prolétarienne existe encore en Russie et que l'I.C. peut encore choisir la voie de gauche, ce qui est démenti par tout l'article. Pour mieux déformer notre pensée, on adhère à un certain nombre de points et l'on critique ceux « où se montrent les oreilles », où apparaît le « reflet » de « l'ultra-gauche », alors que tout le document était un exposé insuffisant peut-être, mais cohérent, des positions gauchistes et qui ne pouvait qu'être adopté ou rejeté en bloc.

On se livre ensuite à un plat bavardage d'une colonne et demie où nos points de vue sur l'origine de l'I.C. sont discutés à la lumière de la nouvelle orientation syndicale, de l'avènement du Labour-Party, de l'affaire Barataud et autres « actualités ».

Il est vraiment piteux de se donner tant de peine pour faire de *trois* contradictions obscurs... *un* disciple légèrement égaré du Trotskisme navillesque. Mais puisqu'une question personnelle est posée, nous croyons la résoudre sans ambiguïté en mettant notre signature au bas d'un article de l'*Ouvrier Communiste* paraissant de nature à ne laisser aucun doute sur le fait de notre identité politique et des falsifications de la *Lutte des Classes*.

J. Cello, Monery, D. Ris.

Une crise à surmonter

La gauche communiste allemande, comme élément principal du mouvement ouvrier-communiste international est le théâtre d'une crise à la fois idéologique et organisatoire qu'il ne dépendait pas d'elle d'éviter, qui possède une valeur générale et qui ne peut être surmontée qu'internationalement et sur le terrain des réalités historiques.

De cette réalité historique de la crise mortelle du capitalisme le prolétariat d'Europe occidentale et son élite, le mouvement ouvrier-communiste, est beaucoup plus près, que n'importe laquelle des organisations « ouvrières » bureaucratiques (politiques ou syndicales) et en particulier que les organisations d'importation russe, comme les internationales N° 3 et 3 1/2. Aussi, tandis que chez Staline et chez Trotski, les rivalités de personnes, les querelles de clans bureaucratiques, sont dissimulées pudiquement derrière des débats de principes ou de tactique, chez nous, les questions de personnes peuvent être traitées au grand jour, éclater « scandaleusement » devant les masses, être réglées comme telles, et permettre ensuite d'envisager sans aucun voile les problèmes politiques réels qu'elles tendaient à dissimuler

Nous voulons consacrer une partie de nos colonnes à un approfondissement des questions politiques posées par la situation et qui ont déterminé en Allemagne la scission du K. A. P. D. et de l'A. A. U. Notre objectif ne sera pas de chercher un remède artificiel à la rupture ou à la baisse des effectifs, mais de chercher pour la gauche internationale un enracinement toujours plus solide dans le terrain historique de l'époque (et pas seulement de la phase) actuelle.

Pour cela nous n'avons pas à tenter une atténuation des oppositions de personnes, dans une conspiration du mystère, mais à déblayer, au contraire, en premier lieu le terrain des « scandales de chefs » qui l'encombrent. En tentant de vider l'abcès Schwartz, l'abcès Scharrer, et tous ceux que nous pourrons rencontrer, nous séparerons catégoriquement la conduite personnelle des hommes de la critique des tendances doctrinales dont ils participent. Juger un mouvement sur les déviations privées d'un ou deux « phénomènes » est indigne d'un révolutionnaire et d'un marxiste.

Nous ouvrons le débat par la publication d'une circulaire envoyée par le comité directeur du K. A. P. D aux groupes ouvriers communistes de Tchécoslovaquie et dont la copie nous a été transmise tout récemment par ce même comité directeur.

19 Juin 1929. Chers camarades,

Nous avons reçu votre lettre de ce mois et nous faisons suite volontiers à votre demande de renseignements sur la situation de notre mouvement en Allemagne. Nous attirons votre attention sur le fait qu'un rapport comme le nôtre est loin d'épuiser le sujet. Dans de telles questions, il est souvent difficile de distinguer à première vue la question centrale. La discussion est généralement encombrée par des polémiques personnelles hétérogènes. Si donc vous éprouvez la nécessité d'explications complémentaires, nous sommes disposés à vous les fournir.

La récente crise de notre mouvement montre clairement une fois de plus comment le *manque d'activité de la classe ouvrière* entraîne l'agitation brouillonne des éléments dispersés du mouvement révolutionnaire. On supplée au manque d'activité des masses prolétariennes par des tours d'adresse, par l' « habileté tactique ». Mais il en ressort toujours clairement que ces essais sont infectés de démagogie, soit qu'ils louvoyent sous le pavillon de la « souplesse tactique », soit qu'ils se drapent dans la toge de la « fermeté de principe ».

La crise en Allemagne a son point de départ dans la crise de l'Union (*). La situation du prolétariat entier s'aggrave objectivement de plus en plus Mais le prolétariat essaye encore et toujours de se défendre par des moyens parlementaires et syndicaux. De vastes couches de prolétaires quittent les syndicats, mait restent dans l'expectative et la passivité. La politique de « conquête » du Parti communiste allemand s'est complètement effondrée. Le K. P. D. vacille de droite et de gauche, mais il se heurte à une situation syndicale sans issue. Le « Leninbund » essaye de s'accomoder à la réalité en préconisant la fondation de caisses particulières de grève en dehors des syndicats. Il apparaît en toute question et sur chaque terrain que l'autonomie et l'initiative des masses deviennent une nécessité inéluctable. Il s'agit donc d'éclaircir la question de l'Union (*) et de sa tactique, pour n'en pas faire le jouet d'entreprises aventurées.

Nous devons mentionner ici que notre opinion n'est pas non plus que l'Union ait à attendre la maturité subjective complète du prolétariat, le moment où il veut la révolution. Mais nous sommes d'avis que l'aggravation du sort de la classe ouvrière dépend de façon décisive d'un ensemble de facteurs objectifs (crise permanente du capitalisme), et que la trahison des syndicats et des partis parlementaires n'en donne pas une explication suffisante. Tout en stigmatisant la trahison des social-démocrates d'Amsterdam et de Moscou ainsi que celle des syndicats, il faut toujours de nouveau mettre ceci en évidence : il n'est plus possible de pratiquer un réformisme « honnête », fut-ce dans l'Union (*). Un mouvement qui arrache les questions de la lutte de classe à leur terrain objectif et les transporte sur celui de l'appréciation morale des personnes, sacrifie par cela même les fondements du marxisme, et ne peut plus exercer d'attraction que sur des imbécilles petit-bourgeois, sur des baudets à l'âme sentimentale. D'ailleurs, seuls des crétins pourraient prétendre à ce rôle de Messie, à ce travail d'Hercule : délivrer l'humanité par la seule vertu de leur adresse, de leur malice à conduire le prolétariat au but par des sentiers détournés, en lui mentant dans l'intérêt de la vérité

Le K. A. P. D. a combattu tous les essais qui tendaient à « élargir la tactique de l'A. A. U. dans cette direction. Nous partons toujours de ce point de vue que le *capitalisme monopolisé* met le prolétariat devant le problème de l'*action propre des masses*. Toute tactique qui part de la situation d'une usine isolée et qui a encore en vue le règlement avec les capitalistes de salaires, durée de travail, etc., est non seulement utopique, mais orienté vers la collaboration. Si nous réussissons à faire de l'Union un facteur qui représent le prolétariat des usines, l'unité par elle-même fera la nécessaire pour sauvegarder le principe de l'Union — l'activité propre des masses — contre les dangers d'une politique de maqnignonnage. Et cela du fait même qu'elle représente l'ensemble des ouvriers industriels. Ainsi l'Union comme organisation totale ne marchandera pas avec des capitalistes autour d'un tapis vert (en attendant que le prolétariat soit assez fort pour marcher au dernier assaut) ce qui reviendrait à reprendre l'ancienne politique de chef, à une époque où elle est devenue objectivement une antiquaille. Telle est, en raccourci, dans ses grandes lignes, notre position fondamentale Malheureusement, l'adversaire n'a pas toujours formulé clairement la sienne. Cela peut provenir du fait que la clarté lui fait généralement défaut. On se contente avec le « déclanchement sans merci des luttes économiques » (voir la grève du Textile dans la Tschgechei, où le K. P. D. a declanché la lutte économique sans conditions). Après quoi on en vient à revendiquer pour les ouvriers et leurs familles « de quoi manger à leur faim » etc. Aux objections de notre part, le côté adverse a répondu en quittant le terrain de la discussion objective et en remplaçant les arguments de fait par des accusations personnelles infâmantes.

Par exemple l'ex-camarade Schwartz étant retourné à son ancien métier de professeur dans un établissement où il enseignait jadis, a pris part, à titre de maître de français, à un voyage d'écoliers en France. La presse pacifiste-bourgeoise s'exerce à présenter de tels voyages comme l'illustration de la politique de Locarno. Nous avons convoqué le camarade Schwartz pour lui parler. Il a déclaré qu'en sa qualité de fonctionnaire assermenté de l'Etat, il peut se trouver extérieurement en contradiction avec les principes du K. A. P. D et nous a proposé de le délier formellement de sa qualité de membre pour qu'il ne soit soit pas une charge pour le parti ; il désire cependant continuer à mettre sa force de travail à la disposition du parti. Le côté adverse exige que Schwartz soit traité en paria par la classe prolétarienne. Pour atteindre ce but, il s'est lié avec des gens qui, naguère encore, calomniaient le parti (**) sous le prétexte démagogique qu'il aurait accepté de Schwartz, pour des buts de propagande, une partie de l'argent que celui-ci continuait à recevoir du K. P. D. après son exclusion *sans donner de ce procédé aucune justification politique*. Le « principe » de ces gens est pauvre mais honnête...

Un autre camarade a écrit un livre prolétarien et l'a offert à nos éditions, mais celles-ci n'ont pu le publier, faute d'argent. Comme le camarade était forcé, de ce fait, de recourir à un autre éditeur, on lui attribue, d'après la couleur politique de la maison où il le fait paraître, la qualité d'agent de Noske ou de Staline. Le contenu du livre n'est pas la base de leurs appréciations .. Nous pourrions citer encore d'autres exemples. Mais les précédents doivent suffire à caractériser une « opinion politique ».

Nous voulons cependant signaler que l'exclusion du camarade Scharrer, prononcée par la IX^e^ conférence nationale de l'Union, constitue une infraction à ses statuts. Le passage final des statuts en est la preuve :

« Les décisions de la conférence nationale ne lient l'ensemble des membres qu'autant que les questions de programme et d'organisation lui ont été préalablement soumises de manière à ce qu'une prise de position détaillée soit possible ».

La note à l'occasion de laquelle le camarade Scharrer fut exclu avait paru dans le K. A. Z. (***) longtemps avant la conférence. Il existait donc la possibilité d'éclaircir d'abord la question devant la région du Gross-Berlin. C'est ce qu'on n'a pas fait. Cependant la conférence a donné suite à l'exclusion, en violation du système des conseils, et de tout principe prolétarien.

Nous cherchons une possibilité de discussion avec toutes les mem-mres, tous les groupes et toutes les couches du prolétariat, s'il s'agit de volontés honnêtes pour faire avancer la cause des ouvriers. Ici le radicalisme n'est qu'un masque, tandis que le mensonge et la démagogie sont constitués en principe. Il y a donc là un différend qui ne peut ni ne doit être surmonté, parce qu'un mouvement qui laisse se propager dans son sein un foyer de pourriture en est envahi.

Le rapport des forces est tel que la majorité du parti dans le Gross-Berlin est avec nous Dans le Reich, les voix se multiplient qui saluent notre conduite. Le « Comité national de travail » de l'A.A.U., par contre, paraît être tout à fait à la remorque de quelques brouillons de Hambourg, qui fournissent de circulaires fantaisistes l'intérieur et l'étranger, mais qui n'arrêteront pas l'effondrement de leur « Union », mais l'accélèreront. Le Parti est déjà passé à la reconstruction des organisations d'usine, partout où les possibilités existent.

Nous regrettons que les moyens nous fassent actuellement défaut d'envoyer un camarade à votre conférence de Prague. En août un ou peut-être deux camarades viendront en vacances en Tchécoslovaquie, mais nous ne savons pas s'il est possible de changer la conférence de date. Peut-être auraient-ils quand même alors la possibilité de parler de la situation avec plusieurs camarades. Nous souhaitons à votre conférence un bon travail, et espérons que le présent rapport vous donnera quelques éléments positifs de discussion.

(*) L'Union générale ouvrière (Allgemeine Arbeiter Union — A. A. U.). (Note du Traducteur).

(**) Le parti communiste-ouvrier (K. A. P. D.).

(***) L'organe central du K. A. P. D., le *Kommunistische Arbeiter-Zeitung*.

Faut-il conquérir les syndicats ou les détruire?

L'origine du mouvement syndical est caractérisé comme suit par Karl Marx : « La tendance générale de la production capitaliste ne se traduit pas par la hausse, mais par la baisse du salaire normal moyen ».

Pour se défendre contre « l'agression du capital » dirigée contre le niveau d'existence de la classe ouvrière, le prolétariat est porté à opposer une résistance à la tendance générale du capitalisme.

Pour Marx, en 1864, cette résistance économique du prolétariat menait à des résultats positifs, en ce sens que le relèvement des salaires *ne modifie pas dans son ensemble le prix des marchandises*, et correspond par conséquent à une réduction générale des profits capitalistes. Marx, en effet, a combattu la thèse de l'Anglais Weston selon laquelle les salaires règlent le prix des marchandises (si les salaires montent, les prix montent, disait Weston), en constatant que cette thèse se réduit à une tautologie et en lui opposant sa théorie de la valeur d'échange. Il est évident que ceci est pleinement valable pour un marché « libre ».

Mais si Marx avait raison en 1864 quand le monopole n'était qu'une simple tendance, il n'en est pas moins vrai que le capitalisme monopoliste et trustifié (qui n'est pas le capitalisme sans concurrence de Boukharine) a entre ses mains le moyen de s'opposer à la baisse des prix, ou de s'opposer par leur hausse à une diminution du profit en cas de hausse des salaires nominaux. En fait l'augmentation des salaires réels n'existe plus depuis de longues années pour l'ensemble des couches ouvrières. *La lutte pour les tarifs a cessé de représenter un objectif positif commun à tous les ouvriers.* Elle ne donne de résultats que pour des couches ouvrières *limitées*, et cela dans la mesure même où elle n'entraîne pas, par la généralisation du succès, *la réaction du capitalisme* sous la forme de la hausse des prix... (coalition, inflation).

Pour le prolétariat, comme classe, le mouvement syndicale est une impasse dans l'état actuel du capitalisme. Alors que les syndicats au siècle dernier représentaient les organes d'unification du prolétariat dans la résistance à la baisse des salaires, ils représentent, aujourd'hui, des organismes par lesquels s'introduit une inégalité de conditions et de situations dans la classe prolétarienne. Pour le grand nombre ils sont un instrument inutile, pour d'autres, un moyen pour se constituer des privilèges et les sauvegarder par des compromis de classe.

En lui-même le mouvement syndical ne peut être ni toute « la lutte de classe », ni toute « l'école du socialisme ». Cela a été signalé par Marx lui-même dans l'ouvrage déjà cité : Les syndicats « manquent à leur but général, car ils se limitent à une guérilla contre les effets immédiats du système actuel, au lieu de travailler à son renversement, au lieu d'employer à son émancipation définitive, c'est-à-dire à la suppression du salariat, la force organisée de la classe ouvrière ». Aujourd'hui que l'évolution de la situation a fait des syndicats des organismes dont on ne peut voiler le rôle réactionnaire en face de la révolution mondiale, les droitiers se raccrochent à une explication portant sur la nature même du fait syndical, comme mouvement « élémentaire » des masses ouvrières. Au lieu de considérer que les formes idéologiques d'une époque ne sont valables que pour elle, et deviennent ensuite contre-révolutionnaires — et que tel est le cas du syndicalisme qui a subi une régression continuelle depuis sa légalisation à la fin du siècle dernier — ils prétendent faire de la faillite des syndicats la faillite de l'initiative et de la spontaéité ouvrière, ils identifient l'économique au spontané, la structure archibureaucratique des syndicats à une création autonome du prolétariat... Ils prétendent avec Lénine que « la classe ouvrière livrée à ses seules forces ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste ».

Ainsi donc le prolétariat ne serait sensible qu'à une des faces de la réalité, il ne réagirait qu'à certains éléments de sa propre condition, il ne systématiserait ses réactions que d'une manière si incomplète qu'elle impliquerait une impuissance définitive, n'était l'intervention providentielle du « révolutionnaire professionnel ».

Dans « Que faire » Lénine sépare l'idéologie politique communiste du développement historique du prolétariat. Pour lui, la conscience révolutionnaire du prolétariat est un reflet de l'idéologie socialiste, qui est « le résultat naturel et fatal du développement de la pensée chez les intellectuels socialistes-révolutionnaires ». Pour Lénine le socialisme est donc « un élément importé du dehors et non quelque chose qui en surgit spontanément ».

Sur cette base théorique on comprend très bien pourquoi Lénine est arrivé en 1919 à la théorie de la conquête. Il a voulu introduire du dehors dans les syndicats l'idéologie, la conscience socialiste. Lénine ne voit donc pas de degrés de la conscience révolutionnaire. Cette conscience est un *a priori*, qui n'évolue pas au fur et à mesure que la lutte de classe évolue. Dans sa substance l'idéologie socialiste reste quelque chose d'immobile. En effet, si Lénine avait simplement envisagé les deux processus de l'idéologie socialiste et de la lutte de classe comme séparés (ce serait là une erreur aussi), évoluant parallèlement il n'aurait pas pu parler d'un élément importé du dehors. Comment peut-on imposer un élément du dehors s'il n'est pas précis, s'il devient toujours? Mais on voit clairement que chez Lénine la pensée socialiste est déjà quelque chose de complet, une science exacte à laquelle le prolétariat ne contribue d'aucune manière. Le degré de conscience : *révolutionnaire* est donc écarté chez les masses. Celles-ci auraient simplement la possibilité d'absorber en degrés la conscience socialiste qui plane sur leur tête. Lénine n'a pas vu qu'il y a un rapport entre le développement de la lutte de classe et l'idéologie socialiste, qui a justement des degrés, de la conscience prolétarienne qui évolue et qui influe sur le développement de l'idéologie socialiste.

Lénine tombe ainsi dans la métaphysique et dans les vérités absolues. C'est là du reste le fond de sa pensée philosophique. Dans son livre sur «L'Empirio-Criticisme » où il avance des arguments très justes contre le Machisme, il ignore la relativité de la réalité actuelle dans le subjectif et l'objectif. Il peut seulement sembler contradictoire que dans ce livre c'est surtout l'objectif qui est condamné à l'immobilité. De même il en est dans « Que faire ? ». L'erreur fondamentale de la théorie de la conquête est là. Elle découle de cette rigidité métaphysique de la pensée de Lénine qui, à son tour, résulte des conditions objectives de la Russie, où la révolution ne pouvait purement prolétarienne. Ce sont là des traces évidentes de la nature équivoque de l'idéologie de Lénine, semi-bourgeoise et semi-prolétarienne.

La base marxiste, n'a que ceci de définitif : la liquidation du définitif, de l'immobilité métaphysique. Elle n'envisage pas une conquête par en haut de la masse prolétarienne. Elle étudie les formes de la lutte de classe et en tire des conclusions, qui n'ont rien à faire avec la soi-disante stratégie *à priori* du Léninisme. Elle ne nous impose pas des formules dogmatiques, qui deviennent ensuite des armes de réaction. Au demeurant, pour Marx, la classe ouvrière ne peut briser ses chaînes que par sa propre initiative et par sa seule force. Il est évident que Marx identifiait le développement de l'idéologie prolétarienne à cette force. L'idéologie communiste, n'est pas ue simple tradition d'intellectuels bourgeois, qui ont analysé et condamné la structure économique et politique de la société bourgeoise, mais une force, qui se développe toujours, qui s'enrichit toujours de nouveaux éléments. Ces progrès de l'idéologie révolutionnaire sont subordonnés au développement de la lutte de classe. Il n'est pas vrai que la classe ouvrière livrée à ses propres forces ne puisse ariver qu'à la conscience trade-unioniste. L'exemple italien, où toutes les forces politiques qui se réclamaient de la classe ouvrière jouèrent un rôle contre-révolutionnaire, prouve que la spontanéité de la classe ouvrière a dépassé dans l'action toute les éléments idéologiques. En Allemagne, en Russie même, les conseils en sont une preuve frappante. Et la constitution artificielle de partis communistes en France et ailleurs n'a d'aucune sorte élevé le niveau idéologique du prolétariat. L'idéologie subit les influences de la lutte prolétarienne, elle est conditionnée par la dialectique des forces antagonistes. Que la classe prolétarienne soit agressive, que ses attaques deviennent de plus en plus furieuses et on assistera à un nouvel épanouissement de l'idéologie socialiste. Certes la force, le dynamisme des masses se fait encore ressentir dans la période de reflux des forces révolutionnaires où l'arme de la critique continue son investigation incessante. Mais si le reflux devient une longue période de stagnation, nous assistons à une décomposition de plus en plus accentuée dans les organisations politiques, à un effritement de celles-ci.

Mais pourquoi, si l'idéologie, si les formes politiques de la lutte de classe, sont une simple partie du développement révolutionnaire, le prolétariat n'a-t-il pas vaincu dans sa dernière offensive contre le capitalisme ? Nous avons déjà répondu ailleurs à cette question. Parce que le prolétariat n'avait pas atteint un degré suffisant d'expérience, de conscience révolutionnaire. Ce n'est pas parce que un parti vraiment révolutionnaire manquait, mais c'est justement parce qu'il manquait les premisses de ce parti. Faut-il admettre comme impossible la formation d'une conscience politique au sein de la classe ouvrière? Rosa Luxembourg envisage ce problème dans un article écrit avant la guerre et répond négativement : il n'est pas possible que le prolétariat puisse atteindre comme classe le niveau idéologique atteint par la bourgeoisie française avant la révolution. Le prolétariat n'a pas les moyens économiques pour y arriver. Certes, le prolétariat n'a pas encore les moyens matériels pour arriver à développer la science ainsi que l'a fait la bourgeoisie avant la révolution, il n'a pas la possibilité d'épanouir ses forces intellectuelles jusqu'au point à en faire un levier pour un nouveau bouleversement technique et social de la société. Mais cette constatation ne doit pas nous mener à une négation totale des forces spirituelles du prolétariat qui ont déjà donné la preuve de leur puissance. Déjà, dans son discours sur le programme, Rosa Luxembourg commence à voir clairement que les énergies révolutionnaires trouvent leur racine dans la masse vivante du prolétariat. Elle a condamné aussi la « conquête ».

C'est qu'un siècle de lutte économique nous a donné une base d'expérience suffisante pour comprendre que cette méthode, étant donné le développement international du capitalisme, n'offre pas en elle-même une solution, que les organisations basées sur cette méthode ne peuvent qu'aboutir à la collaboration de classe.

En dehors des organisations réformistes définitivement liées à la politique bourgeoise, existent encore des organisations qui se placent sur le même terrain de la lutte économique. Ce sont des syndicats rouges, des organisations ou unions industrielles (en Allemagne par exemple) qui tentent de reprendre la forme de lutte qui est abandonnée complètement par les syndicats réformistes. Ils s'écrient qu'une dégénérescence de leur tactique est impossible parce que, dans la situation actuelle, la lutte pour les revendications partielles en dehors des limites de l'arbitrage obligatoire devient une lutte révolutionnaire. Et ils conçoivent le développement des organisations d'usine et d'industrie comme une réaction à la collaboration réformiste. Par cela-même ils ne voient pas la nécessité du développement révolutionnaire pour que les conseils, les formes nouvelles d'organisation du prolétariat puissent surgir.

Les camarades de l'Union Générale Ouvrière allemande (A.A.U.) envisagent le problème de cette manière particulière. Ainsi ils font des organisations d'usine non plus des formes supérieures de la lutte de classe, des formes qui résolvent en elles-même le contraste entre la lutte pour le bout de pain et la lutte pour la révolution, mais des formes qui remplacent le syndicat classique lorsque ceux-ci, à travers leur tactique sont parvenus à la collaboration de classe.

Un nouvel aspect de structure n'est pas une sauvegarde éternelle contre le glissement dans l'opportunisme. Si du reste ces organismes se proposent en effet de transformer les luttes économiques du prolétariat, en mouvement révolutionnaire, que ne le font-ils sans conduire le prolétariat au compromis avec le patronat ? *La participation à toute lutte partielle du prolétariat est indéniablement nécessaire*, mais la constitution d'organismes permanents basés sur les formes inférieures de la conscience et de la lutte classistes n'a plus de raison d'être en un temps où la révolution doit pouvoir surgir d'un moment à l'autre. Tout organe qui cherche dans une voie trompeuse le salut de la classe ouvrière, à l'heure où celui-ci ne peut être trouvé que dans la prise du pouvoir, est, par cela même, un agent de la contre-révolution.

C'est justement pourquoi la méthode léniniste qui consiste à se tromper avec les masses, à les aider à se tromper, pour obtenir d'elles une confiance (bien mal placée) et se mettre à leur tête, est une méthode réactionnaire, enchaînant la conscience ouvrière aux erreurs du passé, et fournissant des remparts à la contre-révolution.

Nous savons bien qu'on nous objectera que même le réformisme syndical est en avant des masses, que les masses sont passives et ne peuvent être amenées directement sur le terrain de la lutte politique. C'est supposer que les masses ne peuvent pas s'ébranler d'elles-mêmes pour l'assaut, sous le choc des événements. Car alors les remparts qu'on bâtit « en avant des masses » ne seront que des obstacles sous leurs pas, à l'heure de la révolution.

Si les partis politiques et les syndicats actuels ont surtout pour contenu la partie du prolétariat qui peut obtenir actuellement quelque chose du capitalisme, ou qui se figure pouvoir l'obtenir, pourquoi les couches inférieures et profondes de la classe ouvrière, qui n'ont rien à espérer, et qui le sentent obscurement, viendraient-elles aujourd'hui à l'organisation ? Pour qu'elles y viennent, il faut qu'on leur mente, qu'on leur fasse croire qu'elles attraperont quelque chose en luttant dans le sens réformiste, d'une façon conciliante, ou même d'une façon agressive?

Pourquoi ne pas leur dire tout de suite la vérité ? Pourquoi ne pas leur dire que les syndicats sont les organes de l'aristocratie ouvrière, que les partis sont corrompus par leur adaptation au régime qu'ils se proposent d'abolir, que la classe prolétarienne pendant la crise mortelle du capitalisme, doit concrétiser dans les organisations d'usines les résultats de son expérience, prendre conscience par elle-même des développements historiques accélérés qui la mettent en face de sa tâche ou de son suicide, et se lancer à corps perdu dans une mêlée où les prolétaires « ont un monde à gagner, et tout au plus des chaînes à perdre ».

NOS SOUSCRIPTIONS

Souscription pour le camarade Miasnikov.

Cette souscription paraît se ralentir. Cependant la situation de notre camarade, qui ne peut obtenir ni travail, ni passeport, est tout à fait difficile. Malgré les difficultés qu'entraînent pour nous la parution d'un nouveau numéro double, nous préferons interrompre la souscription de l'*Ouvrier Communiste* jusqu'au moment où nous aurons réuni une somme raisonnable pour Miasnikov. Nous portons notre effort actuel sur cet objet et nous invitons nos lecteurs et camarades à en faire autant.

Lites n° 1, 2 et 3 ..... (somme déjà parvenue à Miasnikov).	385 fr. 80
J. F. O. N. T. B. 5 fr. — E. R. 10 fr. — E. S. 10 fr. — Collecte dans un tramway 6 fr. — un jeune soldat 2 fr.	33 fr.
à reporter	418 fr. 80

*Souscription pour l'*Ouvrier Communiste.

Paris — liste n° 2.

R. 10 fr. — journaux payés au-dessus du prix : 1 fr. 50. — U. N. 3 fr. — A. T. 3 fr. — M. F. 2 fr. — O. F. 2 fr. — A. S. 2 fr. — S. E. 5 fr. E. F. 5 fr. — R. 2 fr. 50. — F. 2 fr. — V. 2 fr. — Marius 2 fr. — Bertoni 4 fr. — Miro 5 fr. — Ildo 19 fr. — Bony 10 fr. — N. N. 5 f r. — Pier 3 fr.	79 fr.
New-York.	
M. G. un dollar	25 fr.
Paris — liste n° 3.	
Vico 5 fr. — Ces. 10 fr. — R. 5 fr. — Bug. 5 fr.— R. 20 fr. — Rome 5 fr. — F. 5 fr. — Cal 10 fr. 50. — Ernest 2 fr. — M. 5 fr. — Mel 5 fr. — Bol 2 fr. — Louis 3 fr. — W. N. 1 fr. 50. — Bar 5 fr. — Bet. 2 fr. 50. — Aug. 5 fr. — D. 5 fr. — P. 5 fr. — Malvage 3 fr. 75 — journaux au-dessus du prix 3 fr. 75. ..	111 fr. 20
Paris — liste n° 5.	
Jean Dautry 5 fr. — M. C. 10 fr. J. F. O. N. T. B. 5 fr. — G. L. 5 fr. — A. Prudhommeaux 400 fr.	425 fr. —
Lyon — liste n° 3.	
T. 15 fr. — F. 15 fr. — R. C. 2 fr. — Emil. 10 fr. — P. 2 fr. 50. — P. 3 fr. — C. M. 3 fr. — XX 5 fr. — M. 3 fr. C. 2 fr. — N. N. 2 fr. — entre camarades 6 fr. — entre camarades 7 fr. — F. 1 fr. — P. P. 5 fr. — Lion 2 fr. — F. 2 fr. — F. 1 fr. — C. 2 fr. — B. 2 fr.	90 fr. 50
Total de listes ci-dessus	730 fr. 70

Le Gérant : A. Prudhommeaux.

Imp. de la Soc. Nouv. d'Edit. Franco-Slave
32, rue de Ménilmontant.